

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE
ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
MERCREDI 15 DECEMBRE
2021
18h30**

Depuis le mois d'avril 2020, avec la crise sanitaire, le gouvernement a largement modifié les règles qui régissent la réunion des organes délibérants des collectivités locales. Les conseils municipaux ont pu se réunir dans des conditions qui dérogent aux règles habituelles fixées par le Code général des collectivités territoriales.

Le 1^{er} octobre 2021, les règles dérogatoires ont pris fin permettant aux organes délibérants de se réunir dans les conditions du droit commun. **Mais depuis la promulgation de la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, les mesures dérogatoires concernant les réunions des organes délibérants sont de nouveau en vigueur jusqu'au 31 juillet 2022 en l'état actuel de la situation :**

- Possibilité de réunion du Conseil Municipal en tout lieu ;
- Possibilité de réunion du Conseil Municipal sans public ou avec un nombre limité de personnes présentes
- Possibilité de réunion par téléconférence ;
- Fixation du quorum au tiers des membres présents ;
- Possibilité pour un membre de disposer de deux pouvoirs.

Les dispositions de l'article 1^{er} du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 doivent nécessairement être respectées lors des réunions du Conseil Municipal.

Il est également demandé à chaque élu le port du masque individuel ainsi que le lavage des mains à l'entrée et au moment des divers votes à bulletin. Une solution hydro alcoolique sera mise à disposition. Les élus doivent se munir de leur propre stylo.

Ces précautions sont d'autant plus importantes puisque les séances de l'assemblée sont maintenues dans la salle du Conseil Municipal en Mairie. Cela implique qu'il n'y a plus de copies de la note explicative pour l'ensemble des conseillers municipaux et des projets de délibérations pour les élus rapporteurs, du fait que la salle du Conseil Municipal permet une connexion facilitée à Docapost Elus et ce, conformément aux dispositions prévues dans

l'avenant n°1 au règlement intérieur. Il revient donc à chaque élu rapporteur de se rapprocher de son service pour éventuellement disposer d'une copie papier des projets de délibérations à présenter.

Le nombre de conseillers en exercice, au jour de la séance était de **29** sur lesquels **23** membres étaient présents, à savoir :

PEYRON Eric - PRALAS Serge – VIGOGNE Ambre – GODOT Robert - FADHLOUN BARBOURA Itidal* - GENESTE Jacky – PLOTTON Françoise - BEN TAÏEB Karim – BERNARD Valérie - DIAT Marie-Thérèse – BARROSO Martine – CHELBI Habib - SAUNIER Marlène – FORESTIER Nathalie - SECCO Patricia - VILLARD Xavier – MAHMOUDI Nassera –MICHAUD Pascal* - DIALLO Daouda* – LACOTE Clément – BARRIQUAND Bruno - ROUCHON Marie-Laure – CATHELAND Gérard

***M. DIALLO Daouda** est arrivé à 18h55, avant le vote de la délibération n°6.

***Mme FADHLOUN BARBOURA Itidal** est arrivée à 19h13, avant le vote de la délibération n°12.

***M. MICHAUD Pascal** est parti à 19h45, avant le vote de la délibération n°18.

Absents excusés avec pouvoir : **PEGON Arnaud, MICHAUD Pascal*** (A partir de son départ à 19h45).

Absents sans pouvoir : **DION Maurice, PILATO Anne, LAVIGNOTTE Serge, GAYA Patrick, VIEILLY Charlotte.**

Secrétaire élu pour la durée de la séance : **VILLARD Xavier**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit, donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

| NOMS DES MANDANTS | NOMS DES MANDATAIRES |
|-----------------------|----------------------|
| MICHAUD Pascal | PEYRON Eric |
| PEGON Arnaud | GENESTE Jacky |

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

La séance est ouverte à 18h33.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 29 octobre 2021, adopté à l'unanimité sans observation particulière.

ADMINISTRATION GENERALE

1. ROANNAIS AGGLOMERATION - PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2020 (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'article 40 de la Loi n° 99.586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dite *loi Chevènement*, prévoit que le Président de

l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) adresse chaque année avant le 30 septembre, au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement de l'année écoulée.

Conformément à l'article L 5211-39* du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire à l'Assemblée Municipale en séance publique, au cours de laquelle les délégués de la Commune à l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale sont entendus. C'est précisément ce rapport d'activités concernant l'année 2020, qui est présenté au Conseil Municipal de Mably. Outil d'information, ce document traite notamment des compétences de Roannais Agglomération et des actions qui ont marqué l'année 2020.

**Article L5211-39, modifié par la LOI n° 2013-403 du 17 mai 2013 - art. 37, et par la LOI n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - art. 76. Le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale sont entendus. Le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le Conseil Municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.*

Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au Conseil Municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale.

NOTA : Cet article a été modifié par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral. Conformément à son article 51, l'article dans sa version modifiée par la loi du 17 mai 2013 s'applique à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux et communautaires prévu les 23 et 30 mars 2014, y compris aux opérations préparatoires à ce scrutin.

M. PEYRON tient à souligner quelques points importants du Rapport d'Activités concernant l'aéroport : le projet de ligne aérienne entre Roanne et Toussus-le-Noble ne pourra certainement pas aboutir au regard de la Loi Climat et résilience.

M. BARRIQUAND souligne les investissements importants sur ce site.

M. PEYRON précise que les règles de l'aviation civile imposent des distances de sécurité qui nécessitent des acquisitions. RA est en négociations avec les agriculteurs.

M. BARRIQUAND précise qu'il y a un problème avec la circulation de la faune (corridors verts)

M. PEYRON précise que la limite de l'aéroport sera déplacée au nord pour tenir compte de ces contraintes.

M. BARRIQUAND interroge sur le Programme d'alimentation territoriale.

M. PEYRON lui répond que c'est un projet utopique, que les zones de maraîchage choisies n'ont pas d'accès à l'eau. Il y a des parcelles plus adaptées comme celle de Bonvert.

M. BARRIQUAND s'interroge sur la reprise du permis de construire de ID Logistique.

M. PEYRON lui répond que le permis de construire n'a pas été repris pour développer une activité de logistique.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport d'activités 2020 de Roannais Agglomération.

2. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 29 OCTOBRE 2021 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 29 octobre 2021, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2021-84

CONSEIL MUNICIPAL DE JEUNES - ACTIVITE « GRIMPE D'ARBRES »
PRESTATION DE L'ASSOCIATION "HETRE EN FOREZ"

DECISION MUNICIPALE N° 2021-89

ECOLE MATERNELLE J. PREVERT - CONTE MUSICAL
INTERVENTION DE L'ASSOCIATION CHIFONIE

DECISION MUNICIPALE N° 2021-96

REGIE TECHNIQUE DE SPECTACLES (SAUF SON) - APPROBATION MARCHÉ
AVEC LA SAS MIDANE SPECTACLES

DECISION MUNICIPALE N° 2021-100

PROGRAMMATION CULTURELLE 2021 - APPROBATION AVENANTS
A CONTRATS DE CESSION

DECISION MUNICIPALE N° 2021-104

TRAVAUX DE REFECTION DE CHAUSSEE ET TROTTOIRS QUARTIER
DES SABLES - APPROBATION AVENANT N° 1 AVEC LA SAS EIFFAGE ROUTE
CENTRE EST

DECISION MUNICIPALE N° 2021-107

FOURNITURE ET LIVRAISON DE PRODUITS DESTINES A LA FERTILISATION DES
TERRAINS DE SPORTS COMMUNAUX
APPROBATION MARCHÉ A LOT UNIQUE AVEC LA SAS NATURA'LIS

DECISION MUNICIPALE N° 2021-108

ECOLE MATERNELLE DES SABLES - INTERVENTION DE L'ASSOCIATION
AD HOC PRODUCTION POUR SPECTACLE DE NOËL

DECISION MUNICIPALE N° 2021-110

ACHAT VEHICULE D'OCCASION POUR LE SERVICE VOIRIE DE LA VILLE

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N°2021- 83

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 4 RUE DE GUISE
A MABLY- APPROBATION BAIL D'HABITATION AVEC M. ET MME
BENTOUATI

DECISION MUNICIPALE N° 2021-85

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM DE MABLY
N° 166/ 2021-23

DECISION MUNICIPALE N° 2021-86

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° C14/2021-22

DECISION MUNICIPALE N° 2021-87

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° AB28/2021-12

DECISION MUNICIPALE N° 2021-88

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° M11/2021-21

DECISION MUNICIPALE N° 2021-90

ACCEPTATION INDEMNITE VERSEE PAR LA SMACL ASSURANCES
AU TITRE DE LA PROTECTION JURIDIQUE POUR PRISE EN CHARGE
DES HONORAIRES D'AVOCATS

DECISION MUNICIPALE N° 2021-91

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° EB13/2021-25

DECISION MUNICIPALE N° 2021-92

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° IB2/2021-24

DECISION MUNICIPALE N° 2021-93

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM
DE MABLY N° 164/2021-27

DECISION MUNICIPALE N° 2021-94

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM
DE MABLY N° 9/2021-26

DECISION MUNICIPALE N° 2021-95

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM DE MABLY
N° 177/2021-28

DECISION MUNICIPALE N° 2021-97

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM
DE MABLY N° 63/2021-29

DECISION MUNICIPALE N° 2021-98

DECONNEXION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DE LA RUE LAMARTINE
DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE

DECISION MUNICIPALE N° 2021-99

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 4 RUE DU 19 MARS
A MABLY- RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION AVEC
M. et Mme MANI Gani

DECISION MUNICIPALE N°2021-101

RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION A MME ZARIDZE
KHATOUNA

DECISION MUNICIPALE N° 2021-102

RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION A MME BEZHANI
Mimosa

DECISION MUNICIPALE N° 2021-103

RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION A M. ET MME KAPERAS

DECISION MUNICIPALE 2021-105

LOCATION PRECAIRE ET REVOCABLE TERRAINS COMMUNAUX ZONE DU PIN
A MONSIEUR DANIERE Denis (AGRICULTEUR) - ANNEE 2021

DECISION MUNICIPALE N° 2021-106

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU CIMETIERE
DE MABLY N° EB13/2021-25

DECISION MUNICIPALE N° 2021-109

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 67 ROUTE DE PARIS
A MABLY - APPROBATION BAIL D'HABITATION AVEC M. DEXPORT Claude

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

3. MODIFICATION COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES ET GROUPES DE TRAVAIL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération du 8 juillet 2020, modifiée par les délibérations du 25 septembre 2020, du 6 novembre 2020, du 26 mars 2021, du 2 juillet 2021, le Conseil Municipal a procédé à la constitution de commissions municipales permanentes et de groupes de travail chargés d'étudier les questions soumises au Conseil, conformément à l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

| COMMISSION | PRESIDENCE/VICE-PRESIDENCE | MEMBRES |
|------------|----------------------------|---------|
|------------|----------------------------|---------|

| | | |
|--|--|---|
| | | |
| Commission Ressources (Finances - Ressources Humaines) | <u>E. PEYRON</u> (Maire) | Karim BEN TAÏEB - Daouda DIALLO - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Bruno BARRIQUAND |
| Commission Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire | <u>S. PRALAS</u> (1er Adjoint) | Karim BEN TAÏEB - Habib CHELBI - Daouda DIALLO - Marie-Thérèse DIAT - Maurice DION - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Pascal MICHAUD Marie Laure ROUCHON - Bruno BARRIQUAND - |
| Commission Education - Restauration scolaire | <u>A. VIGOGNE</u> (2ème Adjointe) | Martine BARROSO - Daouda DIALLO - Itidal FADHLOUN - Françoise PLOTTON - Patricia SECCO - Charlotte VIEILLY - Nassera MAHMOUDI |
| Commission Voirie - Patrimoine - Sécurité ERP - Accessibilité - Développement économique | <u>R. GODOT</u> (3ème Adjoint) | Martine BARROSO - Patrick GAYA - Jacky GENESTE - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Xavier VILLARD - Clément LACOTE - Gérard CATHELAND |
| Commission Cohésion sociale - Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations CCAS | <u>I. FADHLOUN</u> (4ème Adjointe) | Martine BARROSO - Valérie BERNARD - Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Anne PILATO - Marlène SAUNIER - LAVIGNOTTE Serge - Arnaud PEGON- Nassera MAHMOUDI - Charlotte VIEILLY |
| Commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme | <u>J. GENESTE</u> (5ème Adjoint) | Valérie BERNARD - Maurice DION - Itidal FADHLOUN - Arnaud PEGON - Serge PRALAS - Marlène SAUNIER - Nasséra MAHMOUDI - Gérard CATHELAND |
| Commission Développement culturel - Relations Internationales - Communication | <u>F. PLOTTON</u> (6ème Adjointe) | Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Patrick GAYA - Robert GODOT - Patricia SECCO - Xavier VILLARD - Clément LACOTE |
| Commission Développement de la vie et des relations associatives | <u>K. BEN TAÏEB</u> (7ème Adjoint) | Habib CHELBI - Robert GODOT - Serge PRALAS - Patricia SECCO - Marie Laure ROUCHON |

| | | |
|---|--|---|
| Commission Démocratie Participative - Formation des Elus | <u>V. BERNARD</u> <i>(8ème Adjointe)</i> | Karim BEN TAÏEB - Jacky GENESTE - Itidal FADHLOUN - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Ambre VIGOGNE |
|---|--|---|

Le Maire est Président de droit de chaque commission municipale permanente.

GROUPES DE TRAVAIL

| | | |
|---|---|--|
| Groupe de travail Médiation - Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO) | <u>H. CHELBI</u> <i>(Conseiller Municipal Délégué)</i> | Martine BARROSO - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Itidal FADHLOUN Bruno BARRIQUAND |
| Groupe de travail Développement des politiques gérontologiques | <u>A. PILATO</u> <i>(Conseillère Municipale Déléguée)</i> | Nathalie FORESTIER - Marlène SAUNIER - Patricia SECCO - Itidal FADHLOUN |
| Groupe de travail Ressources Humaines | <u>D. DIALLO</u> <i>(Conseiller Municipal Délégué)</i> | Karim BENTAÏEB - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Valérie BERNARD |

Mme Marie-Laure Rouchon, par courrier datant du 16 novembre 2021, souhaite se retirer de la Commission Développement de la vie et des relations associatives.

Dans le même temps, Mme Valérie Bernard ainsi que Mme Nassera Mahmoudi souhaitent rejoindre cette commission.

Par conséquent, la commission Développement de la vie et des relations associatives est modifiée :

| | | |
|---|---|--|
| Commission Développement de la vie et des relations associatives | <u>K. BEN TAÏEB</u> <i>(7ème Adjoint)</i> | Habib CHELBI - Robert GODOT - Serge PRALAS - Patricia SECCO - Valérie BERNARD - Nassera MAHMOUDI |
|---|---|--|

M. Pegon, par courrier datant du 5 novembre 2021, reçu en Mairie le 29 novembre 2021, souhaite se retirer de la **Commission Démocratie Participative - Formation des Elus**.

Par conséquent, la **Commission Démocratie Participative - Formation des Elus** est modifiée :

| | | |
|---|--|--|
| Commission Démocratie Participative - Formation des Elus | <u>V. BERNARD</u> <i>(8ème Adjointe)</i> | Karim BEN TAÏEB - Jacky GENESTE - Itidal FADHLOUN - Xavier VILLARD - Ambre VIGOGNE |
|---|--|--|

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **PROCEDE** à la modification de la Commission Développement de la vie et des relations associatives.
 - **PROCEDE** à la modification de la Commission Démocratie Participative - Formation des Elus
4. OUVERTURE DES COMMERCES DE DETAIL LES DIMANCHES - ANNEE 2022
- AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Les dispositions de la Loi 2015-990 du 6 août 2015, dite Loi MACRON sont venues modifier le Code du Travail en particulier l'article L 3132-26 qui précise les modalités de l'élargissement des possibilités d'ouverture des commerces le dimanche.

En effet, les commerces de détail non alimentaires où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche peuvent bénéficier d'une autorisation d'ouverture certains dimanches.

Il appartient au Maire de la Commune d'implantation des commerces en question d'autoriser par arrêté municipal l'ouverture le dimanche après avis du Conseil Municipal. La liste des dimanches doit être arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante soit le 31 décembre 2021 pour l'année 2022.

Le nombre de dimanches travaillés ne peut excéder 12 par an. S'il excède 5, la décision du Maire doit être prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre dont Mably est membre. C'est ainsi que le Conseil Communautaire de Roannais Agglomération, réuni en séance le 25 novembre 2021, a donné un avis favorable pour 7 dimanches en 2022 pour les commerces de détail non alimentaires.

Toutefois, les concessionnaires automobiles, par le biais du Conseil National des Professions de l'Automobile, ont fait part de leur souhait d'ouvrir 5 dimanches à des dates spécifiques répondant plus aux besoins des distributeurs automobiles qui dépendent en la matière de décisions prises au niveau national par les constructeurs.

Il est précisé qu'il s'agit d'une dérogation à caractère collectif bénéficiant à l'ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité dans la Commune. Toutefois, pour certaines branches d'activités, il existe des arrêtés préfectoraux spécifiques, constituant des régimes complexes, qui ordonnent une fermeture hebdomadaire à l'égard d'une branche commerciale.

Les contreparties de rémunération et de repos des salariés doivent être précisées dans l'arrêté municipal.

C'est ainsi que la consultation des organisations professionnelles et syndicales a été opérée par courrier du 4 novembre 2021.

M. BARRIQUAND fait une intervention concernant son désaccord pour l'ouverture des grandes surfaces le dimanche. « C'est encore une décision de M. Macron alors ministre de

l'économie qui touche au code du travail afin d'augmenter les jours d'ouverture du commerce le dimanche.

Nous ne sommes pas favorables à cette doctrine libérale qui érige le business au-dessus de toutes valeurs, nous pensons au contraire qu'il faut réduire le temps consacré à la consommation, réduire la publicité.

C'est l'occasion de rappeler le jour du dépassement, qui marque la date où nous consommons plus que les ressources de notre planète ne le permettent. Un jour qui continue de se rapprocher du début de l'année ! »

Le Conseil Municipal, par 20 voix pour et 2 voix contre (BARRIQUAND Bruno et CATHELAND Gérard) :

- **DONNE** un avis favorable pour l'ouverture de 7 dimanches en 2022 pour les commerces de détail non alimentaires :
- Le 16 janvier 2022 pour les soldes d'hiver ;
 - Le 26 juin 2022 pour les soldes d'été ;
 - Le 11 septembre 2022 pour la braderie du centre-ville de Roanne ;
 - Le 27 novembre 2022 pour la semaine du black Friday ;
 - Les 4, 11 et 18 décembre 2022 pour les fêtes de fin d'année.
- **DONNE** un avis favorable pour l'ouverture de 5 dimanches spécifiques en 2022 pour les commerces automobiles, **étant précisé que ces 5 dimanches ne s'ajoutent pas aux 7 dates listées ci-avant mais les remplacent :**
- Le 16 janvier 2022 ;
 - Le 13 mars 2022 ;
 - Le 12 juin 2022 ;
 - Le 18 septembre 2022 ;
 - Le 16 octobre 2022.

5. **MISE A JOUR DU TABLEAU DE CLASSEMENT DES VOIES COMMUNALES 2021** (Rapporteur : Eric PEYRON)

Depuis le 11 décembre 2020, date de la dernière actualisation du tableau de classement de la voirie communale par l'assemblée délibérante (chemins ruraux et voies communales), des modifications sont intervenues.

C'est pourquoi, le tableau est arrêté comme suit pour l'année 2021 :

| Voirie de la Commune de Mably | Situation au 11/12/2020 en km | Changements intervenus depuis le 11/12/2020 par délibération (En ml) | Situation au 15/12/2021 en km |
|-------------------------------|-------------------------------|--|-------------------------------|
| Chemins ruraux | 27.282 | Néant | 27.282 |

| | | | |
|-------------------------|---------------|---|---------------|
| Voies communales | 51.631 | Route du Bas de Mably : 129.95 ml Rue Martin Luther King : 62.90 ml Impasse Martin Luther King : 56.35 ml (Délib. du 26/02/2021) | 51.88 |
| TOTAL | 78.913 | 0.249 ml | 79.162 |

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise à jour du tableau de classement de la voirie communale pour l'année 2021 ;
- **ARRETE** à 27.282 kilomètres la longueur des chemins ruraux et à 51.88 kilomètres la longueur des voies communales.

6. DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UN BATIMENT COMMUNAL, ASSIETTE DE TERRAIN COMPRISE, ANCIENNE ECOLE DES FILLES SIS AUX N° 12/14 RUE DES ROSIERS (RAPPORTEUR : Eric PEYRON)

La ville de Mably est propriétaire d'un bâtiment communal, ancienne école des filles, sis au n°12/14 Rue des Rosiers à Mably, sur la parcelle BC 77, dont la superficie totale de 2021m² va être divisée, en partageant la cour intérieure commune entre l'ancienne école et la nouvelle école qui sert de parking aux professeurs, et qui va ramener cette superficie à 1279 m². Un rapport de bornage a été effectué le 9 novembre 2021 par l'entreprise ADAGE.

La ville de Mably souhaite mettre à la vente ce bien, qui représente une charge d'entretien importante pour la commune. Ce bâtiment, affecté initialement au service public de l'Education Nationale, relève du domaine public communal, conformément à l'article L. 2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

La configuration du bourg de la commune de Mably a donné lieu à partir des années 1983 à l'établissement d'un programme pédagogique permettant de repenser la configuration et les localisations de l'ancienne école de garçons (5 rue du Parc à l'origine) et de filles (12/14 rue des Rosiers à l'origine) tout en maintenant l'école maternelle rue des Rosiers concernée ensuite par une extension livrée en 1987 et en reconstruisant l'école élémentaire rue de Vermoizy livrée en 1992.

Il est donc à noter que le bâtiment situé aux n° 12/14 rue des Rosiers (ancienne école des filles) n'est plus utilisé pour les besoins de l'éducation et est à ce jour vacant de toute occupation, après diverses occupations liées à des mises disposition gratuite à des associations et une location à un particulier.

Il s'avère donc nécessaire, selon les dispositions de l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, de constater, dans un premier temps, sa désaffectation matérielle conditionnant sa sortie du domaine public, liée à la cessation de toute activité de service public, et dans un second temps, de prononcer son déclassement du domaine public pour permettre son classement dans le domaine privé communal, étapes préalables avant sa cession.

Le bâtiment comprenait autrefois un appartement à l'étage, à usage de logement de fonction, qui a fait l'objet d'une désaffectation autorisée par délibération du Conseil Municipal en date du 21 avril 2006 et approuvée préalablement par un avis favorable de l'Inspectrice de l'Académie de la Loire en date du 5 décembre 2005.

En revanche, il faut procéder à la désaffectation des locaux à usage scolaire au rez-de-chaussée, qui comprend un hall d'entrée, un bureau, des sanitaires et un lieu de stockage et deux salles de classe, terrain d'assiette compris.

Compte tenu du fait que le bâtiment ait été affecté à un service public relevant de la compétence de l'Etat, il convient de demander l'avis de l'Etat sur cette désaffectation (avis qui ne lie pas le Conseil Municipal). Un courrier a donc été adressé en ce sens à la Préfecture de la Loire en date du 24 novembre 2021, avec une copie transmise simultanément à l'Inspection Académique de la Loire et remise en mains propres le 30 novembre 2021 à Mme l'Inspectrice de l'Education Nationale Roanne Ouest.

Par conséquent,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2241-1 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2211-1, L2211-2, L 2141-1 et L 3221-1 ;

VU la saisine du représentant de l'Etat en date du 24 novembre 2021 ;

VU la satisfaction actuelle des besoins du service public des écoles sur le territoire communal et l'absence d'incidence de cette mesure de désaffectation et déclassement au regard des besoins du service public de l'éducation et des nécessités de son bon fonctionnement.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **CONSTATE** préalablement la désaffectation matérielle de fait et effective de l'intégralité du bâtiment, terrain d'assiette compris, sis 12/14 Rue des Rosiers, dont la commune est propriétaire et affecté initialement aux besoins du service public des écoles élémentaires et maternelles, justifiée par l'interruption définitive de toute mission de service public y compris celle liée à l'enseignement public du 1^{er} degré et ce depuis de nombreuses années,
- **APPROUVE** formellement son déclassement du domaine public communal permettant d'intégrer intégralement le dit bien dans le domaine privé communal.

7. CESSION D'UN BIEN IMMOBILIER AUX N° 12/14 RUE DES ROSIERS A MABLY –RETRAIT DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 3 DU 24 SEPTEMBRE 2021 RELATIVE A LA CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE COMMUNALE BC 77 SITUEE RUE DES ROSIERS A MABLY AUX CONSORTS PELOSSE (RAPPORTEUR : Eric PEYRON)

La ville de Mably est propriétaire d'un bâtiment communal, ancienne école des filles, sis au n°12/14 Rue des Rosiers à Mably, sur la parcelle BC 77, dont la superficie totale de 2021m² va être divisée, en partageant la cour intérieure commune entre l'ancienne école et la nouvelle école maternelle qui sert de parking aux professeurs, et qui va ramener cette superficie à environ 1279m². Un rapport de bornage a été effectué le 9 novembre 2021 par l'entreprise ADAGE.

Le bien comprend un bâtiment, ancienne école du bourg, partiellement élevé sur cave, d'un rez-de-chaussée et d'un étage avec combles non aménagés. Un RDC, avec hall d'entrée, bureau, sanitaires, un lieu de stockage, 2 salles de classe. Un étage comprenant un appartement de 90 m² à réhabiliter entièrement, un accès par cage d'escalier intérieure sur côté opposé à l'entrée des salles de classe, double vitrage, chauffage central gaz, parquet et sols souples, hauteur sous plafond 4.2 m, d'une surface utile de 180 m². Sur le terrain se trouve un garage indépendant accessible depuis la rue des Rosiers, d'une superficie de 15 m². Ce bien est classé en zonage Uc (zone urbaine mixte à dominante d'habitat individuel) sur le Plan Local d'Urbanisme.

La Ville de Mably a été sollicitée par M. et Mme Pelosse, pour une éventuelle acquisition de ce bien. Le projet consiste en un investissement pour réaliser des logements en locatif.

C'est ainsi que France Domaine a été consulté et a établi le 6 juillet 2021 son rapport sous le numéro 2021-42127-48546 retenant une valeur vénale à hauteur de 108 000 €. La commune, à la suite de cette estimation, a souhaité le céder au prix de 120 000 €, hors frais de notaire, pris en charge par l'acquéreur. Cette hausse s'explique par le fait que le découpage de la parcelle en deux terrains, entre la nouvelle et l'ancienne école va engendrer des frais supplémentaires pour la commune.

Par un courrier du 24 août 2021, Mme et M. Pelosse ont accepté cette proposition de vente, avec les conditions suspensives suivantes :

- L'obtention du prêt pour l'achat et le financement des travaux de rénovation,
- L'autorisation que le bâtiment puisse faire l'objet d'un changement de destination pour la partie rez-de-chaussée (salles de classe transformées en logement),
- L'obtention de différentes autorisations de travaux ou permis de construire (notamment d'éventuelles modifications des ouvertures, en portes fenêtres ou ouvertures en toiture), tout en l'engageant à garder le caractère architectural du bâtiment.

Il est précisé que le bien est acheté soit en leur nom propre, soit en constituant une SCI familiale.

Par délibération n° 3 du 24 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement sur ladite cession.

Après donc avoir délibéré le 15 décembre 2021 (délibération n° 6) sur la désaffectation et le déclassement du domaine public du bien en question,

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **RETIRE** purement et simplement la délibération du Conseil Municipal n° 3 du 24 septembre 2021 approuvant la cession d'une partie de la parcelle BC 77 aux consorts PELOSSE ;
- **DEMANDE** que les arbres existants sur ladite parcelle soient préservés et que cette demande soit précisée dans l'acte de vente ;
- **ACCEPTE** la cession à Mme Valérie Pelosse et M. Nicolas Pelosse ou à toute autre société constituée à cet effet, domiciliés au 202 Chemin des Communes, 42720 Nandax, du bien situé sur la parcelle BC 77 au prix de 120 000 € pour une superficie totale de 1279 m², hors frais de notaire ;
- **PRECISE** que les frais d'acte notarié sont à la charge de l'acquéreur dont l'acte sera confié conjointement au notaire de l'acquéreur, Me Pauline Jares, notaire à l'étude de Maître Raquin et Zamarreno à Charlieu et Me Guitton, notaire de la commune ;
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer la promesse de vente et l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents s'y rapportant ;
- **NOTIFIE** aux consorts PELOSSE cette présente délibération.
- **TRANSMET** au notaire de la commune, étude Maître GUITTON Loïc, située 1 rue Carnot - BP 56 - 42125 LE COTEAU CEDEX cette présente délibération.

AFFAIRES PUBLIQUES

8. DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CREMATORIUM DE MABLY – TARIFS 2022 – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 10 décembre 1998, le Conseil Municipal a délégué la construction et la gestion du service public Crématorium à la Société Omnium de Gestion et de Financement (OGF) pour une durée de 20 ans. Le crématorium a été mis en service le 18 septembre 2000, date de la première crémation.

Par délibération du 29 avril 2016, le Conseil Municipal a adopté l'avenant n° 6 pour proroger de 12 ans la délégation, soit jusqu'en 2032, en raison d'importants travaux d'investissement à réaliser par le délégataire avant le 15 février 2018, pour une mise en conformité du site quant aux nouvelles quantités maximales de polluants rejeté dans l'atmosphère conformément à l'arrêté du 28 janvier 2010.

Les missions principales sont rappelées : réception des cercueils, accueil des familles, organisation des cérémonies à la demande des familles, vérification du dossier administratif de crémation, crémation des cercueils, pulvérisation des cendres, fourniture de réceptacles, recueil des cendres dans une urne sertie, dépôt provisoire des urnes, cérémonie de dispersion.

Les tarifs pour le crématorium de Mably sont révisés chaque année, ainsi que les tarifs pour le funérarium de Mably, suivant l'application d'une formule de révision prévue au contrat de concession.

Or, lors du contrôle diligenté en 2017 par la Chambre Régionale des Comptes portant sur la gestion de la Commune de Mably pour les exercices 2012 et suivants, et le rapport d'observations définitives en découlant présenté lors de la séance du Conseil Municipal du 26 octobre 2018, il s'avère que l'Assemblée délibérante doit prendre une délibération formelle et préalable dans le cadre des prestations relevant d'un service public municipal, même si la convention de délégation de service public ne le prévoit pas.

Au 1^{er} janvier 2021, selon l'application de la formule de révision indiquée dans la grille tarifaire de l'époque, la variation des tarifs ressortait à - 2.86 % par rapport à la dernière révision des tarifs.

Selon la stricte application de cette formule, la variation des tarifs pour 2022 ressort à + 6,50 % par rapport à la dernière révision des tarifs.

Cette augmentation est jugée importante. La société OGF propose un nouveau tarif. Il ressort de ces négociations que la Société OGF a proposé des tarifs à - 14.26 % pour l'année 2022 (au lieu de + 6,50 %).

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la révision tarifaire à hauteur de - 14.26 % pour l'année 2022 avec une application au 1^{er} janvier 2022, après accord des deux parties.

FINANCES

9. DECISION MODIFICATIVE N°3- 2021- BUDGET GENERAL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Au vu de la réalisation des investissements 2021, il s'avère que l'emprunt de 2 515 000 € prévu initialement au budget primitif peut être diminué de **1 615 000 €**. Par conséquent, les crédits prévus au chapitre 16 doivent être diminués en conséquence (§1).

Sachant que l'annulation partielle de l'emprunt est couverte par :

- ⇒ L'inscription de plusieurs subventions à hauteur de **194 225 €** (§2)
- ⇒ Le remboursement d'une partie de l'avance versée au budget lotissement pour un montant de **175 095 €** (§2)
- ⇒ L'augmentation des recettes de fonctionnement du chapitre 73 « Impôts et taxes » pour un montant de **80 025 €**, au chapitre 70 « Produits des services » pour un montant de **50 000 €** et au chapitre 74 « Dotations et participations » pour un montant de **26 000 €** (§2)
- ⇒ La diminution de certaines dépenses d'investissement à hauteur de **1 209 000 €** (§3)
- ⇒ L'annulation des dépenses imprévues de fonctionnement à hauteur de **30 500 €** et d'investissement à hauteur de **6 655 €**. (§3)

Par ailleurs, l'inscription de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement et en dépenses d'investissement est nécessaire à hauteur de :

- ⇒ 120 000 € au chapitre 012 « Charges de personnel »
- ⇒ 5 000 € au chapitre 014 « Atténuations de produits »
- ⇒ 30 000 € au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante ».
- ⇒ 1 500 € à l'opération 62 « Création d'espaces verts »

De plus, l'inscription de crédits en opérations d'ordre est nécessaire à hauteur de 273 895 € (§5).

C'est pourquoi, le Conseil Municipal approuve cette décision modificative n°3, par 21 voix pour et 2 abstentions (BARRIQUAND Bruno et CATHELAND Gérard) :

| | |
|---|--------------------|
| 1- Annulation des crédits d'emprunts | 1 615 000 € |
| 2- Inscriptions de recettes complémentaires | 525 345 € |
| 2a- Complément de crédits au chapitre 70 « Produits des services » (<i>augmentation du remboursement des charges de personnel du Restaurant Scolaire</i>) | 50 000 € |
| 2b - Inscription de crédits supplémentaires au chapitre 73 « Impôts et taxes » (<i>rôles supplémentaires de taxe foncière</i>) | 80 025 € |
| 2c – Inscription de crédits supplémentaires au chapitre 74 « Dotations et participations » (<i>complément exonération taxes foncières</i>) | 26 000 € |
| 2d - Subvention DSIL et ANS pour l'agrandissement du COSEC | 194 225 € |
| 2e - Remboursement d'une partie de l'avance au budget lotissement suite à la vente de terrains à la Forézienne de Promotion | 175 095 € |
| 3- Diminution de crédits en dépenses | 1 246 155 € |
| 3a- Annulation des dépenses imprévues de fonctionnement | 30 500 € |
| 3b - Programme Réserves foncières – <i>annulation des crédits prévus pour l'étude de typologie des voies</i> | 14 000 € |
| 3c – Programme bâtiments scolaires -report de certains travaux au BP 2022 (<i>AMO GS Sables – Installation vmc Prévert- Travaux étanchéité Primaire Sables Installation TBI</i>) | 75 000 € |
| 3d – Programme ZAC des Tuileries – <i>annulation des crédits prévus pour l'installation de la borne électrique</i> | 12 000 € |
| 3e– Programme COSEC – ajustement crédits APCP | 945 000 € |
| 3f – Programme aménagements sportifs – <i>Economies sur travaux de remplacement des polycarbonates au tennis couvert</i> | 5 000 € |
| 3g - Diminution des crédits prévus pour le renforcement des réseaux | 9 000 € |
| 3h – Diminution des crédits liés au remboursement du capital des emprunts | 28 000 € |
| 3i – Diminution de l'avance au budget lotissement (report travaux) | 121 000 € |
| 3j – Annulation des dépenses imprévues en investissement | 6 655 € |
| 4- Inscriptions de nouveaux crédits en dépenses | 156 500 € |
| 4a - Complément de crédits au chapitre 012 « charges de personnel » (<i>Augmentation du personnel de remplacement</i>). | 120 000 € |
| 4b – Ajustement des crédits nécessaires au chapitre 014 « atténuation | 5 000 € |

de produits »

4c - Augmentation de la subvention d'équilibre du Restaurant Scolaire

(Plus de charges de personnel de remplacement)

29 300 €

4d – Ajustement du chapitre 65 « Autres charges de gestion courante »

700 €

4° - Ajustement des crédits de l'opération « Espaces Verts »

1 500 €

5- Inscriptions de crédits en opérations d'ordre

273 895 €

5a – Inscription de crédits pour la régularisation des cessions Novim et SCI l'église.

273 895 €

| Art. | Désignation | Montant | |
|---|--|----------------|----------------|
| | | Dépenses | Recettes |
| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | - | | |
| 70841 | Mise à disposition personnel facturée budgets annexe-fonct.251(2a) | | 50 000 |
| 7318 | Impôts locaux - Autres impôts - fonct.01(2b) | | 80 025 |
| 74834 | Etat - compensation au titre exonération taxes foncières - fonct.01(2c) | | 26 000 |
| | <u>Chapitre 012</u> | | |
| 6218 | Autre personnel extérieur - fonct.251 (4a) | 60 000 | |
| 64131 | Rémunérations non titulaires - fonct.20 (4a) | 60 000 | |
| | <u>Chapitre 014</u> | | |
| 7391171 | Dégrèvt. Taxe foncière propriétés bâties - fonct.01 (4b) | 3 000 | |
| 739216 | Reverst. conventionnel de fiscalité - fonct.01(4b) | 2 000 | |
| | <u>Chapitre 65</u> | | |
| 6521 | Déficit des budgets annexes à caractères administratifs - fonct.251 (4c) | 29 300 | |
| 657341 | Subvention de fonctionnement aux organismes publics - fonct.01(4d) | 700 | |
| 022 | Dépenses imprévues de fonctionnement - fonct.01 (3a) | -30 500 | |
| | Prélèvement (023) | 31 525 | |
| Total des mouvements de fonctionnement | | 156 025 | 156 025 |

| | | | |
|--|---|----------|----------|
| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | - | Dépenses | Recettes |
|--|---|----------|----------|

| | | | |
|--------|---|-----------------|-----------------|
| 1641 | Emprunt en euros - <i>fonct.01 (1)</i> | | -1 615 000 |
| 1321 | Subvention d'investissement non amortissable - <i>op.41- fonct.411 (2d)</i> | | 194 225 |
| 276341 | Créances sur collectivités- Commune - <i>fonct.01 (2^e)</i> | | 175 095 |
| 2128 | Autres agencements et aménagement terrains - <i>Op.62 -fonct.823 (4^e)</i> | 1 500 | |
| 2031 | Frais d'études - <i>op.53-fonct.822 (3b)</i> | -14 000 | |
| 2135 | Install.générales,agenc...- <i>op.55- fonct.212 (3c)</i> | -20 000 | |
| 2135 | Install.générales,agenc...- <i>op.55- fonct.251(3c)</i> | -10 000 | |
| 2135 | Install.générales,agenc...- <i>op.55- fonct.213 (3c)</i> | -15 000 | |
| 2031 | Frais d'études - <i>op.55-fonct.213 (3c)</i> | -30 000 | |
| 2151 | Installations - Réseaux voirie - <i>op.104 -fonct.824 (3d)</i> | -12 000 | |
| 2313 | Immobilisations corporelles en cours - <i>op.41 - fonct.411(3^e)</i> | -945 000 | |
| 21318 | Constructions - Autres bâtiments publics - <i>op.42 - fonct.411(3f)</i> | -5 000 | |
| 2151 | Installations - Réseaux voirie - <i>fonct.824 (3g)</i> | -9 000 | |
| 1641 | Emprunt en euros - <i>fonct.01 (3h)</i> | -28 000 | |
| 276341 | Créances sur collectivités- Commune - <i>fonct.01 (3i)</i> | -121 000 | |
| 022 | Dépenses imprévues d'investissement - <i>fonct.01(3j)</i> | -6 655 | |
| | <u>Opération patrimoniales - chapitre 041</u> | | |
| 2111 | Terrains nus - <i>fonct.824 (5a)</i> | | 258 710 |
| 2151 | Installations réseaux voirie- <i>fonct.01(5a)</i> | | 15 185 |
| 204422 | Subventions d'équipements - Bâtiments et installations - <i>fonct.01(5a)</i> | 273 895 | |
| | Prélèvement (021) | | 31 525 |
| | Total des mouvements d'investissement | -940 260 | -940 260 |

10. DECISION MODIFICATIVE N°1-2021-BUDGET RESTAURANT SCOLAIRE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Les principaux événements amenant cette proposition modificative de crédits n°1 sont liés à la nécessité d'inscrire des crédits complémentaires au chapitre 012 "Charges de personnel" à hauteur de 51 900 €.

Sachant que ce besoin de financement est couvert en partie par une augmentation des recettes du chapitre 70 « Produits des services, du domaine et ventes diverses » pour un montant de 22 600 €.

Afin d'équilibrer ce virement de crédit il est nécessaire d'augmenter la subvention d'équilibre de 29 300 €.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la décision modificative n°1/2021 du Budget Restaurant scolaire ci-dessous :

| | |
|--|-----------------|
| (1) <u>Inscription de nouveaux crédits – Dépenses</u> | 51 900 € |
| 1a – Complément de crédits au chapitre 012- augmentation du personnel intérimaire | 51 900 € |
| (2) <u>Augmentation de crédits – Recettes</u> | 22 600 € |
| 2a – Augmentation des recettes des familles et des réciprocités entre les communes | 22 600 € |
| (3) <u>Inscription de nouveaux crédits – Recettes</u> | 29 300 € |
| 3a- Augmentation de la subvention d'équilibre du budget général | 29 300 € |

| Art. | Désignation | Montant | |
|---|---|-----------------|-----------------|
| | | Dépenses | Recettes |
| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | - | | |
| 7067 | Redevance et droits services périscolaires - fonct.251 (2a) | | 22 600 |
| 7552 | Prise en charge déficit budget annexe - fonct.251(3a) | | 29 300 |
| 6215 | Autres services extérieurs – fonct.251 (1a) | 51 900 | |
| | Prélèvement (023) | 0 | |
| | Total des mouvements de fonctionnement | 51 900 | 51 900 |
| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | - | Dépenses | Recettes |
| | Néant | | |
| | Prélèvement (021) | | 0 |
| | Total des mouvements d'investissement | 0 | 0 |

11. DECISION MODIFICATIVE N°1-2021- BUDGET LOTISSEMENT (Rapporteur : Eric PEYRON)

Les principaux événements amenant cette proposition modificative de crédits n°1 sont liés à la nécessité de diminuer les crédits du chapitre 011 « Charges à caractère général » à hauteur de **88 000 € (\$2)** et d'inscrire des crédits en recettes au chapitre 70 « Produits des services, du domaine et vente diverses » pour un montant de **207 345 € (\$1)**.

D'autre part, l'augmentation des recettes et la diminution des dépenses permettent de rembourser une partie de l'avance faite par le budget général à hauteur de **175 095 € (\$3)**.

De plus, il est nécessaire d'ajuster les crédits des chapitres d'ordre 040 et 042 à hauteur de **119 345 € (\$5)**.

Enfin afin d'équilibrer cette décision modificative il est nécessaire de diminuer les crédits prévus initialement en recettes d'investissement au chapitre « Emprunts et dettes assimilées » pour un montant de **120 250 € (\$3)**.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la décision modificative n°1/2021 du Budget Lotissement :

| | |
|--|------------------|
| (4) <u>Inscription des crédits en recettes</u> | 207 345 € |
| 1a – Inscription de la vente des terrains à la Forézienne de Promotion | 207 345 € |
| (5) <u>Diminution de crédits–Dépenses</u> | 88 000 € |
| 2a- Diminution des crédits en travaux afin de tenir compte du report des travaux en 2022 | 88 000 € |
| (6) <u>Inscription de crédits en dépenses</u> | 175 095 € |
| 3a – Remboursement avance budget communal | 175 095 € |
| (7) <u>Diminution de crédits–Recettes</u> | 120 250 € |
| 4a – Diminution de l'avance du budget général prévue au BP | 120 250 € |
| (8) <u>Ecritures d'ordre</u> | 119 345 € |
| 5a-Ecritures comptables suite aux variations des stocks | 119 345 € |

| Art. | Désignation | Montant | |
|---|---|----------------|----------------|
| | | Dépenses | Recettes |
| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | | | |
| 7015 | Vente de terrains aménagés - fonct.824(1a) | | 207 345 |
| 605 | Achat de matériel, équipt., travaux-fonct.824 (2a) | -88 000 | |
| <u>Chapitre 042</u> | | | |
| 7133 | Variations des en cours de biens-fonct.824 (5a) | 207 345 | -88 000 |

| | | | |
|--|---|-----------------|-----------------|
| | Prélèvement (023) | 0 | |
| | Total des mouvements de fonctionnement | 119 345 | 119 345 |
| <u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u> | | Dépenses | Recettes |
| 168741 | Autres emprunts - fonct.824(3a & 4a) | 175 095 | -120 250 |
| <u>Chapitre 040</u> | | | |
| 3351 | Variations de stocks en cours - fonct.824(5a) | -88 000 | 207 345 |
| | Prélèvement (021) | | 0 |
| | Total des mouvements d'investissement | 87 095 | 87 095 |

12. ACTUALISATION DE DIVERSES TAXES ET REDEVANCES 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

M.BARRIQUAND se questionne sur la gestion des déchets liée à l'utilisation des salles. Il aurait entendu parler d'une tarification incitative : si le tri n'était pas correctement fait, la caution de la salle serait gardée.

M.PEYRON lui répond qu'effectivement il est compliqué de mettre un agent municipal à disposition pour vérifier si ce tri est fait. Il précise qu'il y a des containers juste à côté des salles et qu'il faut aussi compter sur la responsabilité de chacun.

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité une augmentation des tarifs pour l'année 2022 suivant le tableau ci-dessous, sachant que les tarifs n'avaient pas été augmentés au titre de l'année 2021 par le Conseil Municipal réuni dans sa séance du 11 décembre 2020.

| | Tarifs 2021 | Tarifs 2022 |
|---|-------------|-------------|
| DESIGNATION | | |
| | Euros | Euros |
| <u>CONCESSIONS CIMETIERE</u> | | |
| Trentenaire simple (2,50 m²) | 175,00 € | 180,00 € |
| Carré enfant trentenaire simple | 86,00 € | 88,00 € |
| Trentenaire double (5 m²) | 349,00 € | 358,00 € |
| 15 ans simple (2,50 m²) | 90,00 € | 92,00 € |
| | | |
| Cinquantenaires : | | |
| * 3 corps (devient "simple") | 943,00 € | 968,00 € |
| * 6 corps (devient "double") | 1 890,00 € | 1 939,00 € |
| | | |
| <u>CONCESSIONS EN ETAT D'ABANDON</u> | | |

| | | |
|---|------------|------------|
| <u>DISPOSANT DE CAVEAUX, EN REPRISES</u> | | |
| Concessions simples : caveau compris | 2 130,00 € | 2 185,00 € |
| Concessions doubles : caveau compris | 3 075,00 € | 3 155,00 € |
| | | |
| <u>COLUMBARIUM</u> | | |
| Case contenant 4 à 8 urnes (30 ans) | 312,00 € | 320,00 € |
| | | |
| <u>DROIT DE PLACE</u> | | |
| Droit de place occasionnel (la journée) | 14,00 € | 14,00 € |
| (ex. camion outillage) | | |
| <u>Marchands ambulants</u> | | |
| Droit de place hebdomadaire (pour un trimestre) | | |
| * 1 tournée par semaine | 33,00 € | 34,00 € |
| * 2 tournées ou plus par semaine | 63,00 € | 65,00 € |
| | | |
| Tableau électrique : redevance journalière | 2,00 € | 2,00 € |
| (place Marcel Paul /route de Briennon) | | |
| | | |
| <u>Redevance annuelle d'occupation du domaine public - Marché(s)</u> | | |
| commerce < ou égale à 6m | 41,00 € | 42,00 € |
| commerce > à 6m | 82,00 € | 84,00 € |
| | | |
| <u>NETTOYAGE ET LOCATION DES SALLES</u> | | |
| | | |
| <u>SOCIETES ET ASSOCIATIONS DE MABLY OU PARTENAIRES</u> | | |
| Pas de location - Pas de caution | | |
| <u>FORFAIT NETTOYAGE ET FLUIDES</u> | | |
| Salle polyvalente du BOURG | 135,00 € | 140,00 € |
| Salle polyvalente du Centre omnisports P.DESROCHES | 135,00 € | 160,00 € |
| | | |
| <u>Espace de la Tour</u> | | |
| Location pour organisations lucratives avec cuisine | 135,00 € | 140,00 € |
| Vin d'honneur de mariage | 135,00 € | 140,00 € |
| <i>particuliers habitant la commune - sans cuisine</i> | | |
| <i>Cautions : 100 € nettoyage et 500 € bâtiment + matériel</i> | | |
| Location de la cuisine | 100,00 € | 100,00 € |
| | | |
| <u>SOCIETES ET ASSOCIATIONS EXTERIEURES</u> | | |
| <u>Gymnase du Bourg :</u> | | |
| Location + Nettoyage : | 300,00 € | 350,00 € |
| - | | |
| <u>Gymnase du Centre omnisports P. DESROCHES</u> | | |
| Location + Nettoyage : | 500,00 € | 600,00 € |

| | | |
|--|----------|----------|
| | | |
| <u>Salle Polyvalente BOURG :</u> | | |
| Location - T=270 € Nettoyage -T=135 € (2021) | 405,00 € | 440,00 € |
| Location - T=300 € Nettoyage -T=140€ (2022) | | |
| <u>Salle polyvalente Centre omnisport P. DESROCHES :</u> | | |
| Location - T=425 € Nettoyage -T= 135 € (2021) | 560,00 € | 600,00 € |
| Location - T=440 € Nettoyage -T=160 € (2022) | | |
| <u>Salle des Fêtes des Tuileries</u> | | |
| Cautions : 100 € nettoyage - 500 € bâtiment+matériel | | |
| Forfait week-end | | |
| Associations mablyrotes et personnel municipal | 180,00 € | 200,00 € |
| Particuliers habitant la commune | 350,00 € | 370,00 € |
| | | |
| <u>SALLE CULTURELLE PIERRE HENON</u> | | |
| Location à la journée | | |
| <u>Association de Mably :</u> | | |
| * Soirée sans entrée payante : | 59,00 € | 61,00 € |
| * soirée avec entrée payante : | 172,00 € | 176,00 € |
| <u>Associations extérieures</u> | | |
| * Soirée sans entrée payante : | 283,00 € | 290,00 € |
| * Soirée avec entrée payante : | 510,00 € | 523,00 € |
| | | |
| Prestation technicien son | 333,00 € | 342,00 € |
| <u>ACCUEIL DES CIRQUES ET FORAINS</u> | | |
| Redevance d'occupation du domaine public | | |
| Petits cirques : forfait au séjour | 21,00 € | 22,00 € |
| | | |
| Forains : forfait/séjour | | |
| * grands manèges | 41,00 € | 42,00 € |
| * manèges enfants | 31,00 € | 32,00 € |
| * stands divers (snack, jeux divers...) | 21,00 € | 22,00 € |
| | | |
| <u>BILLETERIE SPECTACLE SALLE P. HENON</u> | | |
| Plein tarif (tête d'affiche) | 15,00 € | 15,00 € |
| Plein tarif | 12,00 € | 12,00 € |
| Tarif réduit : | 7,00 € | 7,00 € |
| * demandeurs d'emploi | | |
| * minima sociaux (RSA, AAH, ASS) | | |
| * 12 à 18 ans | | |
| * étudiant | | |
| * pour le festival "Chant sur Paroles", à partir du 3ème concert compris | | |
| Spectacle jeune public | 3,00 € | 3,00 € |
| Gratuité : | 0,00 € | 0,00 € |
| * <12 ans (sauf spectacle jeune public) | | |

| | | |
|--------------------------------|--|--|
| * agents de la mairie de Mably | | |
| * élus de la mairie de Mably | | |

13. REHABILITATION ET EXTENSION DU CENTRE OMNISPORT PAUL DESROCHES (AP/CP) – AUGMENTATION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'opération de réhabilitation et d'extension du Centre Omnisports Paul DESROCHES a fait l'objet d'une ouverture de Crédits de Paiement (CP) avec Autorisation de programme (AP) approuvée en Conseil Municipal le 11 décembre 2019, pour un montant de **3 684 575 €** répartis en crédits de paiement de 2019 à 2023.

Par délibération du 6 mars 2020, l'autorisation de programme a été augmentée et son montant porté à **4 303 825 €** afin de tenir compte de l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre.

Par délibération du 11 décembre 2020, l'autorisation de programme a été augmentée afin de tenir compte de l'avant-projet définitif (APD) et son montant porté à **4 535 600 €**, les crédits de paiement ajustés.

Par délibération du 26 mars 2021, les crédits de paiement ont été ajustés afin de tenir compte des réalisations 2020.

Aujourd'hui afin de tenir compte de l'attribution des marchés et des réalisations prévisionnelles 2021, il est nécessaire d'augmenter l'autorisation de programme de **114 340 €** et de porter son montant à **4 649 940 €**. Il convient également d'ajuster les crédits de paiement.

MICHAUD PASCAL ne prend pas part au vote étant impliqué professionnellement dans ce dossier.

Par conséquent, le Conseil Municipal, par 19 voix pour, 2 voix contre (BARRIQUAND Bruno et CATHELAND Gérard) et 2 abstentions (LACOTE Clément et ROUCHON Marie-Laure) :

- **AUGMENTE** l'autorisation de programme de **114 340 €** et de porter son montant à **4 649 940 €**,

- **AJUSTE** les crédits de paiement et d'inscrire au Budget de la Commune la dépense d'investissement en résultat selon la décomposition de l'échéancier suivant :

| | |
|---------|--------------------------|
| CP 2019 | 0 € (réalisé) |
| CP 2020 | 171 458 € (réalisé) |
| CP 2021 | 1 252 725 € (prévisions) |
| CP 2022 | 3 222 795€ |
| CP 2023 | 2 962€ |

- **EQUILIBRE** les dépenses comme suit :

| | |
|--|-------------|
| FCTVA | 762 775 € |
| Autofinancement, emprunts, subventions | 3 887 165 € |

- **ACCEPTE** les modalités de financement

14. VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'EQUILIBRE AU BUDGET DU CCAS
– ANNEE 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Chaque année, il est proposé au Conseil Municipal lors du vote du budget primitif du budget principal, d'attribuer une subvention d'équilibre au CCAS afin de permettre à celui-ci d'exercer ses missions dans les domaines de l'action sociale.

Afin de pouvoir, dès janvier, verser une avance sur cette subvention, et conformément à la réglementation en vigueur, le Trésorier demande qu'une délibération lui soit fournie, précisant le montant prévisionnel de la subvention pour l'année 2022 qui constitue dès lors le plafond de cette subvention 2022, sauf nouvelle délibération qui en modifierait le montant.

Le budget du CCAS étant dans sa phase de préparation, il est difficile à l'heure actuelle de donner le montant précis de cette subvention 2022.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'attribuer **280 045 €** de subvention au CCAS, représentant le montant prévisionnel nécessaire à l'équilibre du budget 2021. Celle-ci pouvant être actualisée lors du vote du budget primitif 2022.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'octroyer au budget du CCAS une subvention d'équilibre d'un montant prévisionnel de **280 045 €** pour 2022,
- **PRECISE** que cette subvention sera versée par acompte au fur et à mesure des besoins de trésorerie du budget CCAS et pourra être actualisée au moment du vote du budget primitif 2022,
- **DIT** que les crédits budgétaires seront prévus au budget primitif du budget principal 2022 et imputés à l'article 657362 « Subvention de fonctionnement versée au CCAS ».

RESSOURCES HUMAINES

15. PERSONNEL COMMUNAL : MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL ET APPLICATION DES 1607 HEURES A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2022 (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 21 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115 ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la Circulaire du 18 Janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011.

Vu la délibération du 12 février 1982 portant sur le contrat de solidarité entraînant la baisse régulière du temps de travail de 1982 à 1984 ;

Vu la délibération du 30 décembre 2001 portant sur le temps de travail et validant la durée hebdomadaire de travail à 35 heures ;

Vu la délibération du 30 décembre 2004 relative à la journée de solidarité fixée au lundi de Pentecôte ;

Vu le compte rendu du Comité Technique du 15 novembre 2006 portant sur la révision de la journée de solidarité à compter de 2007, prise sur un jour de congé exceptionnel ;

Vu les avis du comité technique en date du 30 novembre 2021 et du 10 décembre 2021 portant sur l'application des 1607 heures et la mise en place d'une nouvelle organisation du temps de travail à compter du 1^{er} Janvier 2022 ;

L'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de Transformation de la fonction publique abroge les régimes dérogatoires à la durée légale de travail obligeant les collectivités territoriales dont le temps de travail est inférieur à 1607 heures à se mettre en conformité avec la législation.

Les collectivités sont donc dans l'obligation, à compter du 1er janvier 2022, de respecter la règle des 1607 heures annuelles de travail.

Ainsi, tous les jours de repos octroyés en dehors du cadre légal et réglementaire qui diminuent la durée légale de temps de travail en deçà des 1607h doivent être supprimés.

De ce fait, une démarche de concertation et d'expérimentation a été menée avec les agents de la commune de Mably. Deux groupes de travail composés d'agents et d'encadrants de la Ville de Mably, de représentants du personnel et du Comité de Direction se sont réunis 2 à 3 fois en fonction des groupes durant les six derniers mois.

Ce travail en commun a eu pour objet de repenser les règles actuellement en vigueur pour les adapter aux évolutions récentes de la collectivité, en termes de qualité de service et de structuration. Cette réflexion a été guidée par la volonté d'harmoniser un certain nombre de pratiques et, de les rendre plus cohérentes avec les nécessités de services tout en prenant en compte le mieux possible la question de l'équilibre vie professionnelle – vie personnelle.

Par conséquent, l'organisation du temps de travail des agents de la Ville de Mably proposée ci-dessous est applicable dès le 1^{er} janvier 2022.

La détermination des services associés à chacun des cycles de travail définis ci-après sera précisée dans une délibération à venir de l'organe délibérant et après avis du comité technique, à laquelle sera annexée une charte de fonctionnement.

Champ d'application

La présente délibération vise à définir les règles qui régissent l'organisation et les conditions d'exécution du travail au sein de la Ville de Mably.

Sont concernés par les dispositions suivantes, l'ensemble des agents de la Ville de Mably à compter du 1^{er} janvier 2022 :

- Les agents titulaires,
- Les agents stagiaires,
- Les agents contractuels de droit public ou privé,
- Les agents à temps complet,
- Les agents à temps non complet,
- Les agents à temps partiel.

Dispositions générales relatives à la durée annuelle du travail

- La durée annuelle du travail effectif

Conformément à la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de la Transformation de la fonction publique, les jours de repos octroyés en dehors du cadre légal et réglementaire diminuant la durée légale de temps de travail en deçà des 1607h sont supprimés.

Pour un agent à temps complet :

- La durée hebdomadaire de temps de travail effectif est fixée à 35 heures ;
- La durée annuelle de temps de travail effectif est de 1607 heures, heures supplémentaires non comprises.

De ce fait, la durée annuelle du travail est calculée ainsi :

| | | |
|---|---------------------|---|
| Nombre de jours de l'année | | 365 jours |
| Nombre de jours non travaillés : - Repos hebdomadaires - Congés annuels - Jours fériés TOTAL | 52 x 2 = 5 x 5 = | 104 jours 25 jours 8 jours (forfait) 137 jours |
| Nombre de jours travaillés | | 365-137 = 228 jours travaillés |
| Calcul de la durée annuelle | 228 jours x 7h = | 1596h arrondies légalement à 1600h |
| + Journée de solidarité | | + 7h |
| TOTAL de la durée annuelle | | 1607h |

- Le temps de travail effectif

Le temps de travail s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles.

Il comprend donc :

- Les déplacements entre les différents lieux de travail,
- Le temps de formation. Néanmoins ne sont pas décomptés comme temps de travail effectif, les temps de trajet pour se rendre en formation en dehors des heures ordinaires de travail.
- Les absences liées à l'exercice du droit syndical,
- Les absences liées à l'exercice de représentation du personnel,
- Les absences liées aux visites médicales.

Cependant, le temps exclu du temps de travail effectif comprend notamment :

- La pause méridienne au cours de laquelle l'agent peut vaquer librement à ses occupations,
- Les temps de pause lorsqu'ils ont un caractère répétitif, excessif et portant atteinte à la continuité de service,
- Le temps de trajet entre le domicile de l'agent et le lieu de travail désigné comme tel par l'employeur.

- Les garanties minimales du temps de travail

Par ailleurs, l'organisation du travail doit respecter des garanties minimales, bien qu'il soit possible d'y déroger lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et sur une période limitée, par décision expresse du chef de service qui en avise immédiatement la direction générale qui en informe les représentants du personnel au comité technique.

De ce fait, la réglementation en vigueur prévoit le respect des garanties minimales du temps de travail suivantes :

- La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures ;
- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11 heures ;
- Est considéré comme travail de nuit la période de 22h à 5h, ou toute période de 7 heures consécutives entre 22h et 7h ;
- A partir de 6 heures de travail continu, les agents bénéficient d'un temps de pause de 20 minutes. Ce temps de pause réglementaire est considéré comme du travail effectif et doit donc être rémunéré ;
- La durée hebdomadaire du travail, heures supplémentaires incluses, ne peut excéder 48 heures sur une semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines ;
- Le repos hebdomadaire comprenant en principe le dimanche ne peut être inférieur à 35 heures.

Ces prescriptions minimales s'appliquent également aux agents à temps non complet intervenant dans plusieurs collectivités ou établissements publics.

- Le contrôle du temps de travail

Les agents sont tenus de se soumettre au contrôle de la réalisation de leurs heures par la tenue d'un décompte exact de leur temps de travail. Ce décompte prendra la forme d'un tableau dans lequel les horaires devront être renseignés tous les jours, signé par l'agent et soumis au contrôle et à la validation du supérieur hiérarchique chaque mois.

Organisation du temps de travail au sein de la Ville de Mably

- La fixation de la durée hebdomadaire de travail

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la commune est fixé à 36 heures 15 par semaine pour l'ensemble des agents excepté les agents des écoles et du restaurant scolaire.

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Le nombre de jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours.

Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, les agents bénéficieront donc de 7 jours et demi d'aménagement et de réduction de temps de travail (ARTT).

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail.

- La détermination du cycle de travail

- ***Les cycles de travail***

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation du cycle de travail au sein des services de la Ville de Mably est fixée comme il suit :

- Agents bénéficiant d'un cycle de travail hebdomadaire de 36 heures 15 par semaine sur 4.5 jours avec des plages fixes et variables.
Au cours des plages fixes, la totalité du personnel doit être présente. Pendant, les plages variables, l'agent a la liberté de choisir chaque jour ses heures d'arrivée et de départ.
Ce cycle donne droit à 7.5 jours d'ARTT.
- Agents bénéficiant d'un cycle de travail hebdomadaire de 36 heures 15 par semaine sur 5 jours en journée continue donnant droit à 7.5 jours d'ARTT.
- Agents annualisés : un planning à l'année est remis à l'agent, qui distingue les temps travaillés, les temps de repos compensateurs et les congés annuels.

- ***Cycle spécifique lié aux sujétions particulières***

Une dérogation à la durée annuelle du travail est mise en place pour les agents des services Affaires Scolaires et Restaurant Scolaire. Les agents de ces services travaillent 1572 heures par an (cycle annualisé). Cette durée du temps de travail est justifiée par des sujétions particulières liées à la définition des cycles de travail induits par la nature des missions des agents. Ces sujétions résultent également du travail en horaires décalés, de la modulation importante du cycle de travail et de travaux pénibles :

- Sujétions liées à des horaires de travail décalés :
 - o Travail après 18 heures pour les écoles ;
 - o Travail à partir de 6 heures 45 pour les agents à temps complet des écoles primaires ;
 - o Travail à partir de 6 heures 30 pour les agents du restaurant scolaire.
- Sujétions liées à la modulation importante du temps de travail :
 - o Durant la période scolaire, la durée hebdomadaire de travail de ces agents est de 40 heures ;
 - o L'amplitude horaire et la durée quotidienne de travail pour ces services sont donc fortes durant ces périodes (9 heures pour le restaurant scolaire, 9 heures 15 pour les écoles).
- Sujétions liées à la pénibilité du travail :
 - o Le temps de travail méridien est caractérisé par un niveau de bruit important pour les agents du service de restaurant scolaire ;
 - o L'équilibre vie professionnelle/vie personnelle est dur à atteindre pour les agents de ces services compte tenu du fait qu'ils doivent poser leurs congés sur des périodes contraintes

Un planning à l'année sera remis à l'agent, qui distinguera les temps travaillés, les temps de repos compensateurs et les congés annuels.

- ***Forfait cadre***

Les agents éligibles au forfait cadres doivent cumuler les 2 critères suivants :

- Avoir des fonctions d'encadrement ou des fonctions de conception ;
- Bénéficier d'une large autonomie dans leur travail ou être contraints de réaliser fréquemment des déplacements.

Ce forfait, dans la mesure où le décompte horaire du temps de travail de ces cadres est inadapté, se traduit par l'obligation de travailler 208 jours par an (365 jours – 104 jours de repos hebdomadaires – 25 jours de congés annuels – 8 jours fériés forfaitisés – 20 jours d'ARTT) dans le respect des garanties minimales prévues par la réglementation.

Un outil de suivi est mis en place et le décompte des jours de repos est effectué en journée ou demi-journée. Le décompte des jours de travail est effectué du lundi au vendredi.

De ce fait, le forfait cadres pourra être proposé aux membres permanents de l'équipe de direction sur le fondement de ces critères par la Directrice Générale des Services et validé par l'autorité territoriale.

Ce type d'aménagement horaires fera l'objet d'une expérimentation sur l'année 2022 à l'issue de laquelle une analyse déterminera si le dispositif peut être pérennisé ou pas.

- Le droit à congés

- ***Congés Annuels***

Les congés annuels correspondent à une période d'absence autorisée pendant laquelle l'agent est dispensé d'exercer ses fonctions tout en conservant ses droits à rémunération et ceux liés à la carrière.

Ils doivent se distinguer des jours de repos compensateurs octroyés dans le cadre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT).

Le droit à congés est ouvert du 1er janvier au 31 décembre pour tous les agents.

Ainsi, un agent à temps complet bénéficie de 5 fois ses obligations hebdomadaires de service soit $5 \times 4.5 = 22.5$ jours annuels pour les agents bénéficiant d'un cycle de travail sur 4.5 jours. Pour les agents bénéficiant d'un cycle de travail sur 5 jours, le capital sera respectivement de 25 jours (5x5).

- ***Jours de fractionnement***

5, 6 et 7 jours de congés pris entre le 1er mai et le 30 octobre ouvrent droit à un jour supplémentaire.

8 jours et plus de congés pris entre le 1er novembre et le 30 avril ouvrent droit à 2 jours supplémentaires.

• **Les jours d'ARTT**

L'acquisition de jours d'ARTT est liée à la réalisation de travail hebdomadaire supérieur à 35 heures (hors heures supplémentaires).

Etant donné que le cycle de travail a été fixé à 36 heures 15 par semaine, chaque agent à temps complet acquiert 7.5 jours d'ARTT.

Les jours d'ARTT des agents travaillant à temps partiel sont déterminés proportionnellement à leur quotité de travail à temps partiel, sur la base des droits ouverts pour un agent travaillant à temps complet.

| Exemple de nombre de jours d'ARTT à temps partiel | | | |
|---|---|-------------------------------|----------------------|
| Quotité de travail | Durée de travail hebdomadaire | Droit d'ARTT Au réel | Droit d'ARTT Arrondi |
| Temps complet | 36 heures 15 par semaine | 7.5 jours | 7.5 jours |
| Temps partiel à 90% | $36.25 \times 0.9 = 32.625$ soit 32 heures 37 par semaine | $7.5 \times 0.9 = 6.75$ jours | 7 jours |
| Temps partiel à 80% | $36.25 \times 0.8 = 29$ soit 29 heures par semaine | $7.5 \times 0.8 = 6$ jours | 6 jours |

Les jours d'ARTT seront posés par journée ou demi-journée au plus tard le 31 décembre de l'année N.

La collectivité se réserve la faculté de déterminer de manière collective au maximum 3 jours d'ARTT à des dates fixes (pour des ponts par exemple), le solde restant au choix de l'agent.

○ Les jours d'ARTT et la maladie

Les jours d'ARTT accordés au titre d'une année civile constituent un crédit ouvert au début de l'année civile, les congés pour maladie déduisent à due proportion le nombre de jours d'ARTT acquis annuellement.

Une circulaire du 18 janvier 2012 précise les modalités de calcul et d'impact de la maladie sur les jours d'ARTT. Le calcul est le suivant :

- **N1 = nombre de jours de travail annuels soit 228 jours.**
- **N2 = nombre maximum de jours d'ARTT générés par le régime hebdomadaire choisi soit 7.5 jours d'ARTT.**

➔ **$Q = N1 / N2$ soit $228 / 7.5 = 30.4$ soit 31 jours.**

On considère donc que l'on acquiert une journée d'ARTT tous les 31 jours ou une ½ journée d'ARTT tous les 16 jours.

Si un agent atteint au cours de l'année un nombre de jours de maladie égal à 16 jours, son crédit d'ARTT de l'année suivante pourra être amputé d'une demi-journée.

| | |
|---------------------|--------------------------|
| 16 jours de maladie | ½ journée d'ARTT amputée |
| 31 jours de maladie | 1 journée d'ARTT amputée |

| | |
|----------------------|--|
| 46 jours de maladie | 1 journée + ½ journée d'ARTT amputées |
| 61 jours de maladie | 2 journées d'ARTT amputées |
| 76 jours de maladie | 2 journées + ½ journée d'ARTT amputées |
| 92 jours de maladie | 3 journées d'ARTT amputées |
| 107 jours de maladie | 3 journées + ½ journée d'ARTT amputées |
| 122 jours de maladie | 4 journées d'ARTT amputées |
| 137 jours de maladie | 4 journées + ½ journée d'ARTT amputées |
| 152 jours de maladie | 5 journées d'ARTT amputées |
| 168 jours de maladie | 5 journées + ½ journée d'ARTT amputées |
| 183 jours de maladie | 6 journées d'ARTT amputées |
| 198 jours de maladie | 6 journées + ½ journée d'ARTT amputées |
| 213 jours de maladie | 7 journées d'ARTT amputées |
| 228 jours de maladie | 7 journées + ½ journée d'ARTT amputées |

L'amputation se fera sur l'année N+1.

○ Définition des temps particuliers

Les congés suivants ouvrent droit à des jours d'ARTT :

- Temps partiel thérapeutique
- Congés pour réunions syndicales
- Congés pour mandat électif
- Congés pour formation professionnel
- Congé pour enfant malade

Les congés suivants n'ouvrent pas droit à des jours d'ARTT :

- Accident de travail
- Accident de trajet
- Maladie professionnelle
- Congé maternité, paternité, adoption
- Autorisations d'absences exceptionnelles pour événements familiaux (naissance, mariage, décès)
- Congés pour maladie ordinaire, de longue maladie ou de longue durée

- La journée de solidarité

Compte tenu de la durée hebdomadaire choisie, la journée de solidarité, afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées sera instituée :

- Par la réduction d'un jour d'ARTT ramenant ainsi le nombre de jours d'ARTT à disposition de 7.5 à 6.5 pour un agent travaillant sur un cycle de 36 heures 15.

Aucune dérogation n'est possible par rapport au temps de travail à partir du 1^{er} janvier 2022. M.DIALLO précise que cette nouvelle organisation s'est faite en concertation avec des groupes d'agents constitués d'encadrants, d'agents techniques, d'agents administratifs.

Les horaires ont été modifiés pour tenir compte de l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle.

Il précise que la fermeture de la Mairie au public sur certains horaires permettra aux agents de travailler sans microcoupures.

Mme ROUCHON interroge sur les raisons qui ont amené les agents à faire grève vendredi 10 décembre durant 1h.

M.DIALLO explique que par rapport à la suppression des cinq jours du Maire, il a été proposé par les représentants du personnel de garder 3 jours ou de bénéficier d'une compensation financière. Mais M. DIALLO insiste sur le fait que si cette demande avait été proposée, la Préfecture ne l'aurait pas validée.

M.PEYRON ajoute qu'il est étonné de la question de Mme ROUCHON qui avait déclaré sur les réseaux sociaux, "les agents ont tout à fait raison de faire la grève". C'est donc qu'elle les connaît et les partage, pourquoi cette question ?

Mme ROUCHON lui répond que ce sont des acquis que les agents avaient depuis des années et que ce n'est pas normal qu'ils les perdent.

M.PEYRON entend l'opinion de Mme ROUCHON mais il rappelle que les dérogations à la mise en place des 1607h doivent être justifiées auprès du contrôle de légalité. Cela peut être justifié pour le personnel de la restauration scolaire et des écoles qui ont des conditions de travail spécifiques.

M.BARRIQUAND demande combien d'heures de travail en moins cela représentait avant la mise en place des 1607h.

M.PEYRON lui répond que cela représentait 35h de moins.

M. BARRIQUAND ajoute : « Nous savons que les salaires dans la fonction publique territoriale sont modestes, que le point d'indice est souvent bloqué ou peu revalorisé. Nous pensons que la suppression d'un acquis social que constitue les 5 jours du maire n'est pas une bonne chose. Ces journées seront peut-être remplacées par des jours de ARTT mais sous conditions d'augmenter le temps de travail. Nous sommes au contraire pour la réduction du temps de travail.

Comme notre municipalité le fait en matière du droit d'asile pour les migrants, en faisant preuve de désobéissance civile, nous souhaitons aussi quelle refuse d'appliquer des lois de régressions sociales comme celle dite de la transformation de la Fonction Publique.

Le président Macron est plutôt à l'œuvre de la désagrégation des services publics, pour preuve encore aujourd'hui la journée nationale des magistrats et avocats réclamant davantage de moyen pour la justice.

Il nous faut créer de l'emploi dans les hôpitaux, la santé, l'éducation, à la SNCF, la justice, à l'OFB, l'ONF...tous des secteurs affaiblis par la politique du président de la république ...sortant. »

Mme BERNARD ajoute que la ville de Roanne a adopté les 1607h depuis 2 ans.

Par conséquent, le Conseil Municipal par 20 voix pour, 3 voix contre (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard et ROUCHON Marie-Laure) et 1 abstention (LACOTE Clément) :

➤ **DECIDE**

Article 1 : La suppression de tous les jours de congés non prévus par le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la durée légale du temps de travail qui est fixée à 1607 heures, dans les conditions rappelées ci-avant.

Article 2 : Dans le respect de la durée légale de temps de travail et selon l'organisation des services, les agents sont soumis aux cycles de travail suivants :

- Cycle hebdomadaire : 36h15 par semaine sur 4,5 jours ouvrant droit à 7.5 jours d'ARTT par an.
- Cycle hebdomadaire : 36h15 par semaine sur 5 jours ouvrant droit à 7.5 jours d'ARTT par an.
- Annualisation : un planning à l'année sera remis à l'agent, qui distinguera les temps travaillés, les temps de repos compensateurs et les congés annuels. En effet, en cas de maladie, seuls les congés annuels sont reportés de plein droit.
- Cycle de travail spécifique lié aux sujétions particulières.
- Forfait cadres

La fixation des horaires de travail des agents relève de la compétence de l'autorité territoriale, dans le respect des cycles définis par la présente délibération.

Article 3 : La journée de solidarité sera instituée par la réduction d'un jour d'ARTT.

Article 4 : La délibération entrera en vigueur, le 1er janvier 2022. Les délibérations antérieures relatives aux cycles de travail sont abrogées à compter de cette entrée en vigueur.

16. PERSONNEL COMMUNAL : MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS
(Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Vu l'avis des membres du comité technique du 30 novembre 2021,

Le tableau des effectifs recense les emplois ouverts budgétairement qui sont ou non pourvus. Ils sont classés par filière, cadres d'emplois et grades et distingués s'il s'agit d'emplois à temps complet ou non.

Il est donc un outil de gestion interne permettant à une collectivité de disposer d'un état général de son personnel. Un tableau des effectifs doit être mis à jour régulièrement au gré des situations l'impactant, telles que les créations et suppressions d'emplois pouvant correspondre à des recrutements, départs en retraite, évolutions de carrière, ...

Chaque fin d'année, il est mis à jour, ce qui permet de le rendre plus lisible et transparent.

Les créations de postes en 2021 :

- Liées aux avancements de grade suivants :
 - 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe
 - 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
 - 2 postes d'agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1^{ère} classe
 - 4 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe
 - 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- Liée à plusieurs recrutements :
 - 2 postes de rédacteur (remplacement d'agent parti en mutation)
 - 1 poste d'agent de maîtrise
 - 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe
 - 1 poste d'adjoint du patrimoine
 - 1 poste d'adjoint technique à 100%
 - 1 poste d'adjoint technique à 52 %
 - 1 poste d'adjoint technique à 46 %
 - 2 postes d'adjoint technique à 50 %
 - 1 poste d'adjoint technique à 53%
- Lié à un changement de temps de travail :
 - 1 poste d'adjoint technique à 100%

Les suppressions en 2021 :

- Liées aux évolutions de carrières (ceux qui ont avancé de grade sont donc reclassés sur un nouveau grade ; il faut donc supprimer leur grade initial) :
 - 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe
 - 1 poste d'adjoint administratif
 - 2 postes d'agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2^{ème} classe
 - 4 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
 - 2 postes d'adjoint technique
 - 1 poste d'attaché
- Liées aux départs en retraite :
 - 1 poste d'attaché principal
 - 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe
 - 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe
 - 1 poste d'agent de maîtrise principal
 - 2 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe

- 1 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- Liée à un départ :
 - 1 poste d'animateur
 - 1 poste d'adjoint d'animation à 50%
- Liées à un changement de temps de travail
 - 1 poste d'adjoint technique à 48%
 - 1 poste d'adjoint technique à 49%

Par ailleurs, un poste est vacant à ce jour sur le grade d'attaché principal et sera pourvu lors du recrutement du responsable finances et achat public au 1^{er} février 2022.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **SUPPRIME** au 15 décembre 2021 les postes vacants décrits ci-dessus,
- **ADOpte** le tableau des effectifs mis à jour au 15 décembre 2021,

17. PERSONNEL COMMUNAL : DELIBERATION AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI PERMANENT LORSQUE LA NATURE DES FONCTIONS OU LES BESOINS DU SERVICE LE JUSTIFIENT ET SOUS RESERVE QU'AUCUN FONCTIONNAIRE N'AIT PU ETRE RECRUTE (ARTICLE 3-3, 2° DE LA LOI N° 84-53 DU 26 JANVIER 1984) (Rapporteur : Daouda DIALLO)

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*
- *Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux emplois de chaque collectivité ou établissement qui sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,*
- *Vu le tableau des effectifs,*

Dans le cadre d'un départ à la retraite, la commune de Mably a la nécessité de recruter un responsable finances et achat public de manière permanente. Ce poste sera pourvu par un agent sur le grade d'attaché principal. Il est précisé que ce poste est vacant au tableau des effectifs.

Il pourra avoir le statut d'agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 précitée, à partir du moment où les besoins du service le justifient, à savoir une technicité forte dans le domaine des finances et de l'achat public et que le recrutement d'un agent stagiaire ou titulaire n'est pas possible. Ses fonctions sont les suivantes :

- Participer à la définition des stratégies financières de la commune et conduire l'analyse financière rétrospective et prospective, optimiser le dialogue budgétaire pour permettre une amélioration de l'exécution et de la projection des budgets, assister et conseiller les élus et la Direction Générale des Services, alerter le cas échéant sur les risques financiers ;
- Animer, piloter et contrôler la préparation, les procédures et l'exécution budgétaire du budget de la commune et des budgets annexes, piloter les opérations relatives aux amortissements, aux provisions, aux cessions de biens et autres écritures d'ordres et aux transferts de compétences ;

- Gérer la dette et la trésorerie : analyser et sélectionner des propositions bancaires en matière de trésorerie et d'emprunt, analyse des garanties d'emprunts, suivi de la trésorerie, organiser et coordonner les procédures de gestion des inventaires mobilier et immobilier (tenue, intégration et sortie de bilan), vérifier leur concordance avec le compte de gestion, contrôler financièrement les partenaires de la commune, rédiger les actes administratifs notamment les délibérations du Conseil Municipal et des rapports financiers à destination de la commission Ressources, du Bureau et du Conseil Municipal ;
- Mettre en place un contrôle de gestion tout en pilotant la comptabilité analytique, optimiser les ressources fiscales et financières et participer au comité de projet Recherche de financements publics et privés, définir mettre en œuvre et suivre les procédures relatives au financement des projets de la commune tant des projets de fonctionnement que d'investissement, tous budgets confondus (général, annexes et autonome du CCAS), poursuivre la mise en place de la dématérialisation financière ;
- Encadrer l'équipe du service finances (3 agents) et l'agent chargé des marchés publics : organisation, gestion et contrôle des activités du service finances et achats publics, développement des compétences des agents, et entraînement des agents aux différents projets, coordonner le service finances et achat public pour garantir la continuité de la gestion et l'exécution des marchés publics ;
- Piloter l'activité liée à la passation et l'exécution des marchés publics dans un souci de continuité de service et la mise en œuvre de la politique d'achats de la commune, piloter la mise en œuvre des dossiers transversaux liés à la commande publique (nomenclature des achats, recensement des besoins, groupements de commande, planification des opérations, sourcing et relation entreprises, dématérialisation, archivage, logiciel métier, mutualisation...)

L'agent recruté sera titulaire d'un diplôme supérieur dans le domaine précité ou équivalent et, détiendra une expérience professionnelle dans le domaine des finances et de l'achat public. La rémunération correspondra au grade d'attaché principal.

Le contrat sera proposé pour une durée de 3 ans renouvelable par décision expresse de l'autorité territoriale sans que la durée totale des contrats à durée indéterminée ne puisse dépasser six années. A l'issue de la période maximale de six années, le contrat ne pourra être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée, en application de l'article 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

M.PEYRON tient à préciser qu'il est rare de trouver ce profil de poste c'est pourquoi un contractuel a été recruté. Une période de tuilage va être mise en place avec l'agent en poste actuellement.

La personne recrutée arrive de l'Ile de la Réunion, il s'agit de M. Desport. Un logement de la commune lui sera loué le temps qu'il s'installe sur la région.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **AUTORISE** le recrutement d'un agent contractuel sur emploi permanent sur le grade d'attaché principal relevant de la catégorie hiérarchique A, pour effectuer les missions de responsable finances et achat public à temps complet, pour une durée déterminée de 3 ans ;

- **INSCRIT** les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de cet agent au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.

18. PERSONNEL COMMUNAL : REMBOURSEMENT DE FRAIS MEDICAUX
(Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux emplois de chaque collectivité ou établissement qui sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Un agent municipal, Salim BOURAHLA, s'est rendu à une visite médicale nécessaire au renouvellement de son permis Poids Lourd le 10 juin 2021. L'agent a réglé lui-même les honoraires du médecin alors que la collectivité aurait dû le prendre en charge directement sur présentation d'une facture du médecin. Il convient donc de procéder au remboursement des frais engagés par l'agent.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **AUTORISE** l'établissement d'un mandat pour rembourser Salim BOURAHLA des frais médicaux qu'il a lui-même payé et s'élevant à 36 euros.

URBANISME-FONCIER-ENVIRONNEMENT

19. PRESENTATION RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES ETABLI PAR ROANNAIS AGGLOMERATION (Rapporteur : Jacky GENESTE)

Roannais Agglomération a la compétence collecte et traitement des Déchets Ménagers depuis sa création le 1^{er} janvier 2013. La Communauté d'Agglomération a délégué sa compétence traitement au Syndicat d'Etudes et d'Elimination des Déchets du Roannais (SEEDR).

Roannais Agglomération assure le service de collecte des déchets ménagers et assimilés pour 40 communes, soit 100 288 habitants.

L'examen des documents 2020 reprend les éléments suivants :

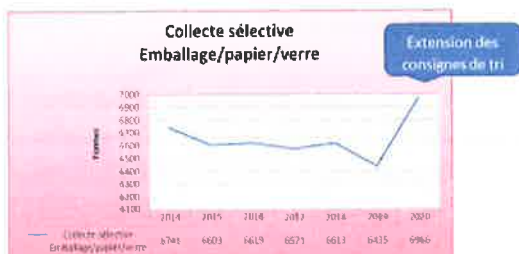
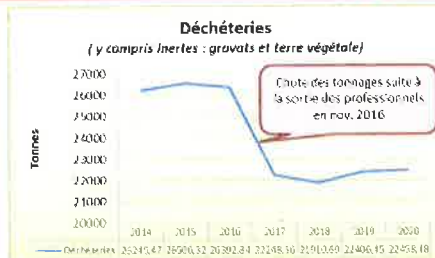
Le service de collecte s'effectue selon deux modes opératoires :

- La collecte en porte à porte (ordures ménagères),
- La collecte en apport volontaire (collecte sélective verre – papier – emballages et apport en déchèteries) – 326 sites d'apport volontaires.

Pour la collecte des ordures ménagères, 72 % de la population de Roannais Agglomération est collectée en régie, 28 % par un prestataire privé. Pour la collecte sélective : 68 % en régie et 32 % par des prestataires privés.

En synthèse :

Tonnages



Total déchets collectés
(y compris collectes spécifiques : C3B, vêtements, ...)

53 925 tonnes



Service Déchets Ménagers

Rapport annuel 2020

La fréquentation en 2020 des 4 déchèteries est de 379 590 passages.

Deux principaux objectifs

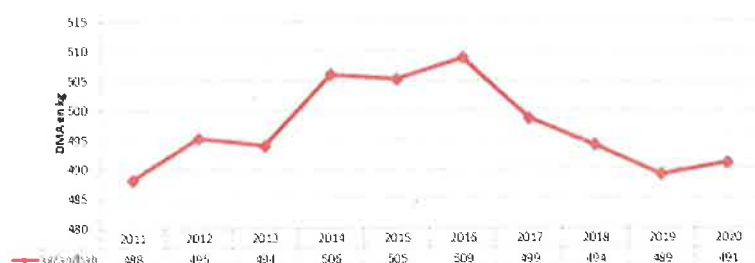
Réduction de notre production de déchets :

Baisse des DMA (*)



(*) DMA : Déchets Ménagers et Assimilés (collecte porte à porte + déchèteries + collecte sélective, sans les inertes)

Evolution des DMA



Nouvel Objectif pour 2030 de la Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC)

- 15 % des DMA entre 2010 et 2030

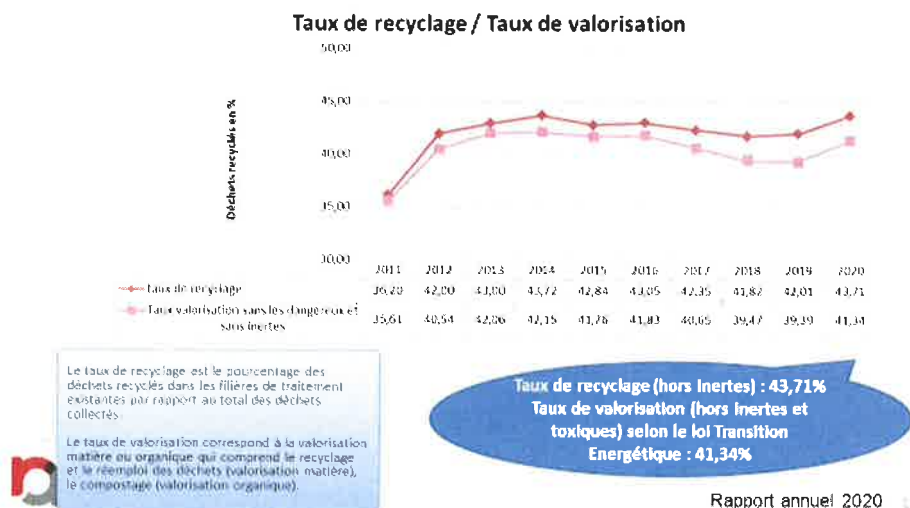


Service Déchets Ménagers

Rapport annuel 2020

Mieux trier

Déchets recyclés issus de la collecte sélective et des déchèteries



Le financement

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Roannais Agglomération a harmonisé son mode de financement du service en instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) pour l'ensemble de son territoire, avec un zonage défini en vue de proportionner la taxe à l'importance du service rendu :

- 7 % pour les anciens territoires des communautés de communes issues de la fusion de 2013
- 8.65 % pour les 6 communes du territoire historique de Roannais Agglomération

Lors de sa séance du 16 décembre 2020, le Conseil communautaire a fixé le même taux pour les deux zones (9%). Ainsi au 1^{er} janvier 2022, un seul et même territoire avec un taux unique. Montant perçu en 2020 : 11 239 417.00 €.

Les actions 2020 :

- Extension des consignes de tri opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2020. Après une année de recul, les résultats sont là avec + 26 % d'emballages collectés.
- Poursuite de l'étude de l'évolution du service déchets ménagers, avec le choix du scénario technique : collecte des emballages et papier en porte à porte par les biais de bacs individuels ou collectifs jaunes, avec mise en place au 1^{er} janvier 2023.

Les projets 2021 :

- Etude sur la collecte des bio déchets,
- Choix du mode de financement : part incitative, calendrier TEOMI,
- Projet CLIIINK (dispositif de récompense du geste tri pour le verre).

M.PEYRON ajoute qu'un appel d'offres a été effectué pour l'achat de bacs afin de réaliser la collecte en porte à porte. Concernant les biodéchets, 3 scénarios ont été proposés : mise à disposition de composteurs aux particuliers, la mise en place de composteurs collectifs, ou le porte à porte.

Certaines communautés de communes ont déjà installé des composteurs collectifs.

M.BARRIQUAND ajoute que tant que cela n'est pas mis en place, il n'y croit pas. Selon lui, la mise en place de ces nouvelles méthodes de collecte va représenter une grande révolution pour certaines personnes qui ne trient pas leurs déchets ménagers.

M.PEYRON répond qu'il sera peut-être indispensable de passer par une incitation financière, mais avant cela, beaucoup de communication.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport annuel 2020 établi par Roannais Agglomération sur le prix et la qualité du service public de la collecte des déchets ménagers et assimilés.

20. PRESENTATION RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES ETABLI PAR LE SEEDR (Rapporteur : Jacky GENESTE)

Le Syndicat d'Etudes et d'Elimination des Déchets du Roannais (SEEDR) est un Syndicat mixte fermé créé par arrêté préfectoral le 3 octobre 2000. Il assure la compétence tri, traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés du Roannais, déléguée par les collectivités membres. Il regroupe la Communauté d'Agglomération Roannais Agglomération et quatre communautés de communes, soit 104 communes pour 148 741 habitants au 01/01/2021.

D'ici 2025, les tonnages de déchets devront être divisés par deux, de par la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (17/08/2015) qui fixe plusieurs objectifs :

- Augmentation du taux de recyclage des déchets ménagers et assimilés sans les déchets dangereux et inertes (55% en 2020 et 65 % en 2025), à l'échelle du S.E.E.D.R ce taux s'élève en 2020 à 46.44 %,
- Diminution de la production des déchets ménagers résiduels : en 2020 de 30 % par rapport à 2010 et de 50 % en 2025, à l'échelle du S.E.E.D.R ce taux s'élève en 2020 qu'à 12.03 % par rapport à 2010 malgré les efforts des collectivités,
- Réduction de 10 % de la production des déchets ménagers et assimilés par rapport aux tonnages 2010, malheureusement au niveau du S.E.E.D.R. il est constaté encore une augmentation de 1.96 % par rapport au tonnage 2010.

Il ressort de l'examen du rapport 2020, les éléments principaux suivants :

- Population totale : 148 741 habitants au 1^{er} janvier 2021 pour 104 communes.
- Le SEEDR gère l'ensemble des contrats et conventions concernant les déchets ménagers résiduels, la valorisation des déchets issus de la collecte sélective, la valorisation des déchets issus des déchèteries.
- En 2020, le tonnage total des déchets s'est élevé à 78 462 tonnes, soit une diminution de 1.75 % par rapport à 2019, qui s'explique notamment par une baisse des déchets ménagers résiduels et des apports en déchèterie.
- La répartition par types de déchets :
 - o 35 858 t d'ordures ménagères résiduelles et encombrants
 - o 11 576 t d'emballages, journaux-revues-magazines, et verre
 - o 21 159 t de déchets issus des déchèteries
 - o 1 767 t de déchets dangereux collectés en déchèteries
 - o 8 102 t de déchets inertes
- La répartition des Déchets Ménagers et Assimilés selon leur mode de traitement : 41 % en enfouissement, 37 % en valorisation matière, 11 % en valorisation organique et 10 % en valorisation énergétique.

- La production de Déchets Ménagers et Assimilés s'élève à 527.51 kg/hab., pour un coût global de traitement de 37.37 €/hab.
- Le SEEDR n'a pas de fiscalité propre, contrairement aux collectivités membres qui financent la gestion des déchets par le biais de la TEOM, de la REOM et de la Redevance Incitative. Le financement du service du SEEDR est assuré par une facturation à la tonne aux collectivités des tonnages traités et par une contribution des collectivités adhérentes pour les charges de fonctionnement qui intègre les charges de structure et des frais annexes.
- Projet en cours : Création d'une installation de traitement multi-filières sur l'agglomération, afin d'extraire toute la matière valorisable de façon à diminuer au maximum la partie restant à enfouir et répondre ainsi aux objectifs fixés par la Loi TECV. En raison de la pandémie et pour des problèmes liés au foncier, la procédure a été repoussée.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport annuel 2020 établi par le Syndicat d'Etudes et d'Elimination des Déchets du Roannais (SEEDR) sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

21. PRESENTATION RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE 2020 ETABLI PAR ROANNAISE DE L'EAU – COMPETENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF / NON COLLECTIF (Rapporteur : Jacky GENESTE)

Roannaise de l'Eau exerce en son nom propre les compétences Eau potable, Milieux aquatiques, Protection contre les inondations et Eaux pluviales.

Afin de conserver une cohérence de la gestion Cycle de l'Eau, les services de Roannaise de l'Eau sont mis à disposition de Roannais Agglomération, qui a la compétence assainissement depuis 2013. Le Syndicat assure la collecte, le traitement et l'évacuation des eaux usées ainsi que le contrôle et l'entretien des installations d'assainissement non collectif.

Aux termes de l'article L 2225-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est présenté au Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics (R.P.Q.S.) d'eau et d'assainissement, permettant d'évaluer la performance des services et d'informer l'utilisateur.

Ce rapport synthétise les différentes opérations réalisées au cours de l'année 2020.

Après examen des documents, il ressort les éléments suivants :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La population desservie est de 91 963 habitants pour 32 072 abonnements et un volume facturé à hauteur de 5 078 960 m³.

Principaux équipements

- 35 stations de traitements
- Un réseau de 677 km
- 176 déversoirs d'orage

En 2020, 8 734 149 m³ ont été traités. Les boues issues des ouvrages représentent 2 362 tonnes de matières sèches, valorisées à 100 % (36% en compostage et 64 % en épandage sur terrains agricoles).

Les investissements 2020 ont représenté 1 387 341 € dont le renouvellement de réseaux à Roanne (dévoisement Ilot Foch Sully), à Perreux (lotissement les Vignes Blanches), à St Germain Lespinnasse (Mise en séparatif le Bourg), et à la station d'épuration de Noailly.

Le résultat net comptable est de 4 586 721€. La dette au 31 décembre 2020 est 6 013 241 €.

Tarification 2020 :

- 1.987 €/m³ (Abonnement – TVA – Redevance Agence de l'Eau), soit 238.48 € pour un volume de 120 m³.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les missions obligatoires sont la vérification de la conformité des travaux réalisés sur les installations neuves ou réhabilitées et celle des autres installations.

D'autres missions facultatives sont assurées :

- Entretien des dispositifs : vidange des installations à la demande de l'utilisateur,
- Traitement des matières de vidange à la station d'épuration de Roanne,
- Accompagnement des particuliers pour l'obtention des subventions de mise en conformité des installations,

Au 1^{er} janvier 2020, on comptait 4 963 ANC pour 10 918 habitants concernés. 318 visites ont été réalisées avec 63.69 % d'installations jugées conformes au 31 décembre 2020.

55 418 € de subventions ont été versés aux particuliers pour la rénovation d'installations (19 dossiers déposés).

Tarification 2020 :

- 181.82 € coût du contrôle après travaux
- 105.00 € coût du contrôle périodique.

M.BARRIQUAND affirme qu'il y a 5000 Assainissements non Collectifs recensés mais très peu de vidanges ont été effectuées.

M.GENESTE affirme effectivement qu'il n'y a pas beaucoup de vidanges mais qu'un gros travail de communication par Roannais Agglomération est effectué.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport d'activité 2020 de Roannaise de l'Eau – Compétence Assainissement collectif et non collectif.

22. MAINTENANCE DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LES ZONES LIMITOPHES ENTRE ROANNE ET MABLY - APPROBATION CONVENTION AVEC LA VILLE DE ROANNE (Rapporteur : Robert GODOT)

Les services municipaux de Roanne et Mably interviennent sur la zone limitrophe des deux communes pour l'entretien de la voirie et des réseaux. Afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité des services, une convention est proposée avec pour objectif de formaliser

l'ensemble des interventions des services techniques pour toute la zone limitrophe entre les communes de Roanne et Mably. Elle remplace la convention signée en 2015, qui nécessitait une remise à jour.

Les articles de la convention prévoient le périmètre d'intervention, le contenu des interventions des services techniques, ainsi que les moyens et modalités d'intervention.

Le remboursement des frais induits est prévu sur la base d'un forfait annuel, dont le détail est précisé en annexe de la convention. Seule une révision du coût du Kwh entraînera une révision du montant forfaitaire de la convention, par l'intermédiaire d'un avenant.

La convention est signée pour une durée d'un an renouvelable tacitement à chaque date anniversaire.

Dans l'hypothèse où la ville de Roanne ou la ville de Mably souhaiterait résilier la présente convention avant son terme, l'autre partie devra en être avisée à minima six mois au moins avant la date anniversaire.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention de gestion des voies limitrophes à intervenir avec la commune de Roanne,
- **PRECISE** que la date d'effet de ladite convention est fixée au 29 décembre 2021,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents correspondants,
- **DIT** que les crédits seront prévus au budget de l'exercice concerné.

23. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA) ET DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil Municipal du 29 octobre 2021, le droit de préemption n'a pas été exercé pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

| Référence cadastrales | Adresse | Superficie | Désignation du bien | Décision de non préemption |
|-----------------------|------------------------|--------------------|-------------------------|----------------------------|
| AN 160 | 6 rue Honoré de Balzac | 1051m ² | Bâti sur terrain propre | 5 octobre 2021 |
| AN 683 | 34 rue des Maraichers | 868m ² | Bâti sur terrain propre | 5 octobre 2021 |
| BD 80 | 19 place Verdun | 364m ² | Bâti sur terrain propre | 6 octobre 2021 |

| | | | | |
|--|---|--|-------------------------|------------------|
| AV 79 AV 80 AV 64 (bâtiment industriel) AV 78 (atelier) | 192 route de Paris | 4288m ² dont ; - 1702m ² Non bâti - 2586m ² Bâti sur terrain propre | | 12 octobre 2021 |
| AK 122 | 8 rue du Bosquet | 461m ² | Bâti sur terrain propre | 14 octobre 2021 |
| AL 256 | 1 rue Jacques Brel | 761m ² | Bâti sur terrain propre | 15 octobre 2021 |
| BC 53 | 3 rue des Rosiers | 403m ² | Bâti sur terrain propre | 18 octobre 2021 |
| AK 188 | Rue Antoine de St Exupéry | 5395m ² | Non bâti | 19 octobre 2021 |
| AO 44 AO 224 AO 352 | 58 rue Jean Bailly Rue Anatole France 37 rue Anatole France | 2681m ² | Bâti sur terrain propre | 22 octobre 2021 |
| AK 96 | 24 rue de la maison du Passeur | 586m ² | Bâti sur terrain propre | 22 octobre 2021 |
| AH66p AH67p AH68p | Les Essarts | 42 187m ² | Bâti sur terrain propre | 26 octobre 2021 |
| D 1626 | Route des bas | 1463m ² | Non bâti | 26 octobre 2021 |
| AP 215 | 1 rue des Martyrs de Soweto | 16 879m ² | Bâti sur terrain propre | 27 octobre 2021 |
| BH 22 BH 12 (13/240èmes indivis) | 405 rte de Briennon Marly Nord | 13 985m ² | Bâti sur terrain propre | 27 octobre 2021 |
| AK 126 | 14 rue du Bosquet | 555m ² | Bâti sur terrain propre | 28 octobre 2021 |
| AK 288 et AK 289 | 74 rue du fort de Troyon | 478m ² | Bâti sur terrain propre | 3 novembre 2021 |
| AL 310, AL 311, AL 312, AL 315, AL 331, AL 332, AL 330, AL 324, AL 329, AL 328 | 32 et 34 rue Olympe de Gouges | 1085m ² | Bâti sur terrain propre | 10 novembre 2021 |

Par conséquent, le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions détaillées ci-dessus.

24. DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU) SUR LES FONCIERS A VOCATION ECONOMIQUE A ROANNAIS AGGLOMERATION (RAPPORTEURS : SERGE PRALAS ET ERIC PEYRON)

Vu l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme encadrant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et l'article L. 300-1 définissant l'objet des actions et opérations d'aménagement,

Vu l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme permettant aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé d'instituer un droit de préemption urbain,

Vu l'article L. 211-2 al. 1^{er} du code de l'urbanisme portant sur la possibilité pour ces communes de déléguer le droit de préemption urbain à un EPCI ayant vocation à l'exercer,

Vu l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme relatif aux dispositions communes au droit de préemption urbain,

Vu l'article L 5216-5 du Code Général des Collectivité Territoriales fixant les compétences obligatoires des communautés d'agglomération,

Vu l'article L. 5216-5 II bis du Code Général des Collectivité Territoriales indiquant que la communauté d'agglomération est titulaire du droit de préemption urbain dans les périmètres fixés, après délibération concordante de la ou des communes concernées,

Vu l'arrêté n°264/SPR/2019 du 30/12/2019 du Préfet de la Loire portant modification des statuts de Roannais Agglomération,

Vu la délibération n°6 du Conseil municipal de Mably en date du 28 octobre 2016 ayant approuvé le PLU de la commune,

Vu la délibération n°8 du Conseil municipal de Mably en date du 28 octobre 2016 ayant institué un périmètre de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du territoire communal,

Et,

Considérant qu'une autorité administrative ne peut adopter un acte que dans le cadre de la compétence qui lui est attribuée et que la préemption par une commune d'un foncier à vocation économique ne s'inscrit pas dans le cadre de ses compétences,

Considérant que Roannais Agglomération, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique est susceptible de réaliser des actions d'acquisition foncière et/ou immobilière,

Considérant que, compte-tenu des ambitions du territoire en matière de développement économique, il convient de doter Roannais Agglomération de tous les outils lui permettant d'exercer pleinement cette compétence,

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DELEGUE** à Roannais Agglomération le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les zones U et AU du PLU à vocation unique d'activité économique (à savoir activité

artisanale, industrielle, commerciale, tertiaire, de services) à compter du 1^{er} janvier 2022, à l'exclusion des autres zones qui restent de compétence communale,

- **PRECISE** que l'instruction des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) concernées sera transférée à Roannais Agglomération,
- **INDIQUE** que la commune restera le lieu de dépôt des DIA et ce, conformément à la réglementation en vigueur,
- **AUTORISE** Roannais Agglomération à accéder aux données relatives aux décisions d'intention d'aliéner dans l'outil dédié à l'instruction de ces actes.

25. RECOURS A LA PROCEDURE DE TRANSFERT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DES RUES JEAN MERMOZ ET ANTOINE SAINT EXUPERY, D'UNE PORTION DE LA RUE ALEXANDRE POUQUET ET DU TROTTOIR DE LA RUE HELENE BOUCHER DU LOTISSEMENT ACARE (PARCELLES AK188 et AK165) – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL (Rapporteur : Serge PRALAS)

Les rues Jean Mermoz et Antoine St Exupéry, ainsi qu'une portion de la rue Alexandre Pouquet et le trottoir de la rue Hélène Boucher (côté N°49 à N°67) du lotissement ACARE sont ouvertes sans restriction à la circulation publique depuis de nombreuses années. Elles assurent des fonctions essentielles de desserte du quartier résidentiel qu'elles traversent. Les rues Jean Mermoz et Antoine Saint Exupéry relient l'avenue de Noyon à la rue Alexandre Pouquet. La portion de la rue Alexandre Pouquet relie quant à elle, la route de Briennon et la rue Hélène Boucher.

Ces rues bénéficient de l'éclairage public. Les réseaux publics d'eau potable et d'assainissement collectif sont également présents sous les voies et la collecte des ordures ménagères des riverains se fait en porte à porte.

La longueur de la rue Antoine St Exupéry concernée par le transfert est de 179 mètres linéaires sur 5.50 mètres de large. Celle de la rue Jean Mermoz est 187 mètres linéaires sur 5.50 mètres de large. La portion de la rue Alexandre Pouquet concernée par le transfert représente une longueur de 176 mètres linéaires sur une largeur de voie de 2.5 mètres, l'autre partie étant sur la ville de Roanne. Quant au trottoir de la rue Hélène Boucher concerné par le transfert a une longueur de 169 mètres linéaires sur 2 mètres de large.

La ville de Mably en assure l'entretien. Les parcelles AK188 et AK165, d'une superficie respective de 5395m² et de 462m² sont restées propriétés privées et appartiennent aux 57 riverains desdites rues. Au regard du nombre important de propriétaires indivis la procédure d'acquisition amiable pour ces parcelles s'est avérée complexe à conduire.

Dans ce contexte, le conseil municipal a décidé, par délibération du 24 septembre 2021, de recourir à la procédure de transfert d'office permettant d'intégrer les parcelles AK188 et AK165 dans le domaine public de la commune, conformément aux dispositions de l'article L318-3 du

code de l'urbanisme et a autorisé le Maire à organiser une enquête publique préalable à ce transfert (article R318-10 du même code).

L'enquête publique préalable relative au transfert d'office des rues privées du lotissement ACARE et leurs accessoires dans le domaine public communal (parcelles AK188 et AK165) s'est déroulée du 15 au 30 novembre 2021.

Dans un délai de 4 mois, à compter de l'ouverture de l'enquête publique, le Conseil Municipal est amené à donner son avis sur le projet.

En conséquence,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L318-3 et R318-10,

Vu le code de la voirie routière et notamment l'article L141-3 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2021 relative à la décision de recours à la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal des rues Jean Mermoz, Antoine St Exupéry, d'une portion de la rue Alexandre Pouquet et de leurs accessoires ainsi que le trottoir de la rue Hélène Boucher (côté N°49 à N°67) du lotissement ACARE,

Vu l'arrêté municipal N°2021/URBA/199 du 5 octobre 2021 portant ouverture de l'enquête publique préalable au projet de transfert d'office,

Considérant que ces rues, ouvertes à la circulation publique, sont entretenues par les services municipaux de la ville de Mably et que des travaux de réparation du réseau d'assainissement et de déconnexion des réseaux d'éclairage public ont été programmés et réalisés.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'émettre un avis favorable au transfert d'office dans le domaine public communal des parcelles AK188 et AK165

26. RECOURS A LA PROCEDURE DE TRANSFERT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE PORTION DE LA RUE LOUIS BROMFIELD (PARCELLE AN225) – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL
(Rapporteur : Serge PRALAS)

La rue Louis Bromfield est ouverte sans restriction à la circulation publique depuis de nombreuses années. Elle relie la rue Victor Hugo à la route de Briennon et assure des fonctions essentielles de desserte du quartier résidentiel qu'elle traverse.

Cette rue d'une longueur de 296 mètres linéaires environ et d'une largeur moyenne de 8 mètres environ, bénéficie de l'éclairage public. Les réseaux publics d'eau potable et d'assainissement collectif sont présents sous la voie et la collecte des ordures ménagères des riverains se fait en porte à porte.

La ville de Mably en assure l'entretien. L'ensemble de la rue appartient au domaine public de la ville de Mably, exceptée une portion, située sur la parcelle AN225, d'une superficie de

1623m², qui est restée propriété privée, appartenant aux Consorts Couvent. Malgré de nombreuses relances, réalisées sous les précédentes mandatures en vue de classer cette portion de voie dans le domaine public, aucune suite n'a été donnée de la part des Consorts Couvent. Cette situation rend la procédure d'acquisition amiable pour cette parcelle impossible.

Suite à un effondrement de réseaux constaté en 2018, un protocole transactionnel a été conclu entre la ville de Mably, Roannaise de l'Eau et les riverains précisant les engagements et prise en charge financière de chacune des parties pour réaliser les travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement.

Dans ce contexte, le conseil municipal a décidé, par délibération du 24 septembre 2021, de recourir à la procédure de transfert d'office permettant d'intégrer la parcelle AN225 dans le domaine public de la commune, conformément aux dispositions de l'article L318-3 du code de l'urbanisme et a autorisé le Maire à organiser une enquête publique préalable à ce transfert (article R318-10 du même code).

L'enquête publique préalable relative au transfert d'office d'une portion de la rue Louis Bromfield dans le domaine public communal (parcelle AN225) s'est déroulée du 15 au 30 novembre 2021.

Dans un délai de 4 mois, à compter de l'ouverture de l'enquête publique, le Conseil Municipal est amené à donner son avis sur le projet.

En conséquence,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L318-3 et R318-10,

Vu le code de la voirie routière et notamment l'article L141-3 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2021 relative à la décision de recours à la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal d'une portion de la rue Louis Bromfield et de ses accessoires,

Vu l'arrêté municipal N°2021/URBA/199 du 5 octobre 2021 portant ouverture de l'enquête publique préalable au projet de transfert d'office.

Considérant que cette rue ouverte à la circulation publique est entretenue par les services municipaux de la ville de Mably et que des travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement ont été réalisés,

M.PEYRON précise qu'au départ les propriétaires n'étaient pas au courant qu'ils étaient propriétaires d'une partie de la rue. Cela a été compliqué de les faire participer au financement de la réparation des canalisations.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'émettre un avis favorable au transfert d'office dans le domaine public communal de la parcelle AN225, portion de la rue Louis Bromfield

27. REVALORISATION DU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT (TA) SUR LES ZONES A VOCATION ECONOMIQUE A HAUTEUR DE 4% (Rapporteur : Serge PRALAS)

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L. 331-14 ;

Vu la délibération du 28 octobre 2011 instaurant la Taxe d'Aménagement sur le territoire communal, recette d'investissement du budget général permettant le financement des équipements publics induits par le développement urbain sur la commune ; et fixant le taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement à 4% pour l'ensemble du territoire et décidant des exonérations facultatives,

Vu la délibération du 18 novembre 2014 exonérant les abris de jardins soumis à déclaration préalable,

Vu la délibération du 6 novembre 2015 instaurant la sectorisation de la Taxe d'Aménagement, en appliquant notamment un taux à 2% sur les seuls secteurs à vocation économique du Plan Local d'Urbanisme en vigueur à l'époque,

Vu la délibération du 28 octobre 2016 actualisant la sectorisation de la Taxe d'Aménagement au regard de l'approbation d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme en date du 28 octobre 2016,

Vu la délibération du 20 octobre 2017 actualisant les secteurs économiques dans lesquels s'applique le taux communal de la Taxe d'Aménagement de 2%,

Considérant que l'article précité du Code de l'Urbanisme prévoit que les communes peuvent fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1 % et 5 %, selon les aménagements réalisés ou à réaliser par secteurs du territoire ;

Considérant que Roannais Agglomération a informé la commune de l'intérêt d'une démarche d'harmonisation à l'échelle intercommunale et de revalorisation des taux communaux de la Taxe d'Aménagement dans les zones à vocation économique, au regard notamment de la raréfaction du foncier et des coûts inhérents à l'urbanisation ;

Considérant que le taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement sur le reste du territoire est maintenu à 4% et fera l'objet d'une étude de réhausse possible sur 2022 ;

M.PEYRON précise que les recettes supplémentaires vont à l'agglomération.

M.PRALAS ajoute que ce sont des zones aménagées par Roannais Agglomération.

Par conséquent, le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 1 abstention (ROUCHON Marie-Laure):

- **REVALORISE** le taux de la Taxe d'Aménagement à hauteur de 4% sur les secteurs à vocation économique contre un taux harmonisé actuel de 2%,
- **MAINTIENT** un taux à 4% pour la part communale de la Taxe d'Aménagement applicable sur le reste du territoire communal, et ainsi uniformiser le taux de la Taxe d'Aménagement à 4% sur l'ensemble de la commune,

- **MET A JOUR** l'annexe relative à l'actualisation de la sectorisation de la Taxe d'Aménagement au Plan local d'Urbanisme actuellement en vigueur,
- **PRECISE** que cette délibération, adoptée avant le 30 novembre 2022, entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2023 avec reversement du produit correspondant à Roannais Agglomération et sera notifiée aux services fiscaux au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle elle a été adoptée,
- **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée en Mairie.

COHESION SOCIALE

28. APPROBATION CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2022-2024 ENTRE LE CENTRE SOCIAL DE MABLY - LA COMMUNE DE MABLY - LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA LOIRE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA LOIRE (Rapporteur : Itidal FADHLOUN)

Conformément à ses statuts, le Centre Social est un équipement de territoire qui offre des espaces d'activités, d'échanges et de rencontres aux populations. Il développe un projet d'intérêt général autour des missions définies par la CNAF, dont la mise en œuvre participe :

- au développement local de la commune, notamment pour favoriser un égal accès aux loisirs éducatifs, des enfants et des jeunes de l'ensemble du territoire,
- à la mise en place d'actions d'accompagnement des familles et de soutien à la parentalité, dans un cadre participatif large pour renforcer la mixité sociale.

Compte-tenu du contexte difficile dans lequel s'est trouvé le centre social ces dernières années, et l'arrivée d'une nouvelle directrice en juillet 2020 dernier, la CAF, lors du comité des financeurs du mardi 23 juin 2020 a proposé au centre social et aux financeurs de retravailler à l'écriture d'un nouveau projet social et de contractualiser avec le centre social de Mably, pour une année, sur la base d'une actualisation du diagnostic de territoire, ainsi que la définition des nouveaux enjeux du centre social. Cette convention d'objectifs et de financement, a été signée pour l'année 2021 entre le Centre Social, la commune, la Caisse d'Allocations Familiales et le Département. Elle arrive à échéance le 31 décembre 2021.

Le mardi 12 octobre 2021, le centre social a présenté son projet social et son projet famille, et compte-tenu des échéances de la Convention Territoriale Globale (CTG), il a été convenu que la convention d'objectifs et de financement avec le centre social serait signée du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024.

La présente convention 2022-2024 a donc pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité apporte son soutien aux activités d'intérêt général que le Centre Social entend poursuivre conformément à ses statuts, notamment à son objet social.

La commune de Mably fait le choix de maintenir le financement de 125 500 € contenu dans une enveloppe plafonnée et affectée, figurant au schéma de développement de la présente convention avec pour objet :

- **D'assurer une partie du fonctionnement global du Centre Social** (fonction de pilotage), sous la forme d'une subvention annuelle de fonctionnement, garant de sa solidité, sachant que ce dernier doit diversifier ses ressources auprès de ses autres partenaires pour atteindre son équilibre général ; à raison de **45 500 €**.

- **Soutenir le fonctionnement de l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH)** sous la forme d'une subvention annuelle de fonctionnement, hors Convention Territoriale Globale (CTG) à raison de **48 000 €** pour :

- L'amélioration de l'offre d'accueil pour les enfants de 0 à 6 ans ;
- La conjugaison de différentes formes d'accueil et d'animation pour l'enfance et la jeunesse jusqu'à 18 ans.

- **Soutenir le développement de nouvelles actions (valorisées dans actions familles mais transversales)** organisées par et avec le Centre Social en lien avec les actions nouvelles redéployées avec les partenaires du territoire à raison de **22 000 €**.

➤ *Correspondant aux axes 2,3 et 4 du partenariat avec le centre social :*

- *Axe 2 : Soutien aux familles et à la parentalité*
- *Axe 3 : Inclusion numérique : information et accès aux droits*
- *Axe 4 : Développement d'actions répondant aux besoins sociaux du territoire, en cohérence et complémentarité avec les acteurs du territoire.*

- **Participer aux dépenses d'entretien des locaux** suite au non-renouvellement de la mise à disposition d'un agent d'entretien par la commune depuis le 1er juillet 2016, date de sa mise en retraite ; à raison de **10 000 €**.

- **Mettre à disposition des moyens matériels** pour permettre au Centre Social de mener à bien sa mission, sous la forme de locaux, de travaux d'investissement, et de maintenance pour l'entretien du centre. La commune de Mably provisionne à ce titre **43 000 €** pour la valorisation des charges supplétives liées à la mise à disposition gratuite des locaux.

Le montant de la subvention annuelle de fonctionnement est arrêté par le Conseil Municipal dans le cadre de la procédure d'élaboration de son budget primitif, en lien les documents fournis par le Centre Social de Mably : BP 2022 accompagné d'une note financière.

Son règlement interviendra selon l'échéancier suivant :

- 25 % après validation du conseil municipal de l'année N ;
- 25 % au cours du mois de mai de l'année N ;
- 25 % au cours du mois de juillet de l'année N ;

- Le solde de l'année N, sera déterminé après validation et vérification des comptes de résultat et du bilan détaillé fourni par l'association pour l'ALSH et l'entretien des locaux.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **ADOpte** les termes de la convention quadripartite établie entre le Centre Social de Mably, la commune, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental, pour l'année 2022-2024 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit document ;
- **DIT** que les subventions afférentes seront payées selon les modalités de la convention aux crédits inscrits au budget 2022.

29. ASSOCIATION EPICES – APPROBATION CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX L'ASSOCIATION EPICES (Rapporteur : Itidal FADHLOUN)

La Ville de Mably et l'association EPICES (Echanges, Partage, Information, Convivialité, Epicerie Solidaire) sont partenaires depuis 2000, via la signature, entre autres, d'une convention d'objectifs et de moyens entre l'association et le CCAS de Mably.

Depuis 2000, la Commune apporte son soutien à l'association EPICES par la mise à disposition gratuite d'un local municipal afin de lui permettre d'assurer son objet de gestion d'une épicerie à caractère social. Depuis 2000, la commune mettait à disposition de l'association EPICES, par le biais d'une convention validée lors du conseil municipal du 10 février 2000, un local situé 117 route de Paris afin de lui permettre d'assurer son objet de gestion d'une épicerie à caractère social.

En 2011, le bâtiment était devenu inadapté pour assurer correctement le service souhaité. Aussi, la commune a rénové complètement le bâtiment situé 67 route de Paris à Mably – cadastré partie parcelle AS 23, dont elle est propriétaire, afin d'en proposer notamment le rez de chaussée à l'association, à titre gratuit.

Depuis 2020, plusieurs échanges ont eu lieu entre l'association EPICES et la commune, et la municipalisation de l'épicerie sociale est souhaitée par les deux parties. Lors du BM du 10 juin 2021, et lors du CA du CCAS du 19 octobre 2021, la commune a acté la reprise de la gestion de l'épicerie sociale par le CCAS. Le COPIL « Municipalisation de l'épicerie sociale », composé de membres élus et nommés du CCAS et du président de l'association EPICES, a projeté la reprise de la gestion de l'épicerie sociale à compter du 1er juillet 2022. L'Association EPICES poursuit donc son service du 1er janvier au 30 juin 2022.

Dans ces conditions, il est proposé de poursuivre la mise à disposition auprès de l'association du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022. Le projet de municipalisation sociale pouvant être soumis à plusieurs aléas, nous avons néanmoins prévu, une possible reconduction pour six mois par courrier recommandé avec accusé de réception.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** cette mise à disposition à titre gratuit ;
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer la convention entre la Ville de Mably et l'association EPICES, précisant les modalités d'utilisation des locaux 67 route de Paris.

LETTRES, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

M.PEYRON informe le Conseil Municipal que les œuvres du Père Kim En Joong sont désormais propriétés de la municipalité.

Il informe le Conseil Municipal de la lettre de remerciement du Zonta Club concernant la mobilisation de la Mairie contre la Violence envers les femmes le 25 novembre. La Mairie a notamment éclairé en orange sa façade.

L'Union locale Force Ouvrière de Roanne et sa région remercie pour la subvention accordée en 2021 par la commune.

Le Groupe Amnesty International Roanne remercie pour la mise à disposition de l'Espace de la Tour, à l'occasion de la Foire aux livres 2021.

FIN DE LA SEANCE : 20h47

Le Maire,

Eric PEYRON



Le secrétaire de séance,

Xavier VILLARD



